LE MONDE LIBERTAIRE

LE MONDE LIBERTAIRE

www.monde-libertaire.fr

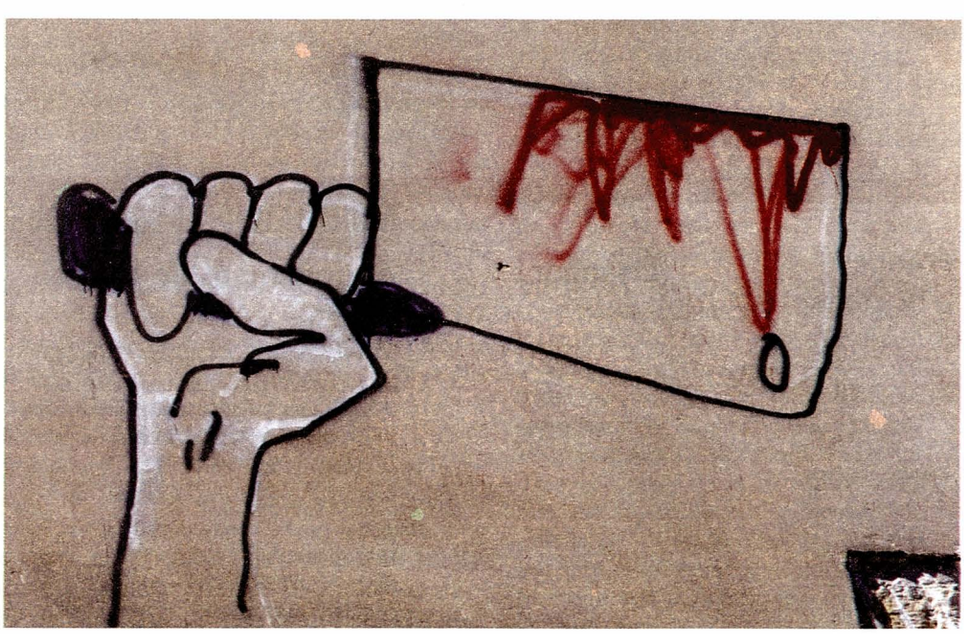
« L'art de la prophétie est extrêmement difficile, surtout en ce qui concerne l'avenir. »
Mark Twain

ISSN 0026-9433

N° 1611
du 4 au 11 novembre 2010

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

Nous ne lâcherons rien



Retraites
La lutte finale ?
page 3

Répression
Flics infiltrés dans les manifs
page 7

Abolition de la peine de mort
page 10

Nos luttes
Réflexions sur les AG
page 9

International
État des lieux en Russie
page 10

Sciences
Bakounine et la science
page 17

Histoire
L'Alliance syndicaliste (Asras)
page 19

Art
Le peintre Felix Nussbaum
page 16

M 02137 - 1611 - F: 2,50 €

Sommaire

Irresponsabilité syndicale, par Delgranados, *page 3*

Vers le temps paisible de la retraite, M.-C. Calmus, *page 4*

L'Autruche a pondu, *page 5*

Les brèves, *page 6*

Quelles assemblées générales?, par J. Rackham, *page 8*

Les hommes taupes, par N. Potkine, *page 9*

Abolition totale de la peine de mort, par M. Crès, *page 10*

Tabagie et pauvreté, par L. Gallopavo, *page 11*

Dictatoriale Russie, par M. Tsovma, *page 12*

Les lapins de Bakounine, par M. Bakounine, *page 14*

L'Asras, par T. Porré, *page 16*

La peinture de Felix Nussbaum, par Xavier-Gilles, *page 19*

Entre nos mains, par H. Hurst, *page 20*

C'est pas du cinoche, par Bibo, *page 21*

Vie du mouvement, *page 21*

La radio, *page 22*

L'agenda, *page 23*

Au sujet de l'augmentation du prix de notre journal

Le *Monde libertaire* est passé de 2 euros à 2,50 euros. Pourquoi? D'abord parce que les charges qui pèsent sur la fabrication et la distribution du *Monde libertaire*, n'ont cessé d'augmenter sans être répercutées sur le prix de vente. Ensuite parce que la refonte des barèmes de Presstalis (notre diffuseur) nous coupait de tout revenu de sa part. Les tarifs appliqués par la messagerie de presse sont désormais basés sur le « coût réel » de la diffusion, et non plus sur une péréquation qui garantissait aux publications politiques une présence chez les marchands de journaux, dans la mesure de leurs moyens mais au même titre que n'importe quel représentant de la presse généraliste ou spécialisée.
Pour que *Le Monde libertaire* survive à cette mesure scélérate, il nous fallait réagir. Cet effort supplémentaire que nous vous demandons, lecteurs et lectrices du *Monde libertaire*, est important. Nous ne doutons pas un seul instant que, conscients des enjeux, vous resterez fidèles à notre journal, et que vous nous aiderez à renforcer sa diffusion.
Achetez *Le Monde libertaire* en kiosques, faites-le découvrir à votre entourage, abonnez-vous! Du matériel de propagande (affiches, autocollants) est à votre disposition, gratuitement, à notre adresse (Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris). N'hésitez pas à nous contacter pour en faire bon usage.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (Hors-série inclus)	France et DOM-TOM	Étranger
3 mois, 13 nos	◯ 20 €	◯ 27 €
6 mois, 25 nos	◯ 38 €	◯ 46 €
1 an, 45 nos	◯ 61 €	◯ 77 €

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Abonnement de soutien
1 an, 45 nos 76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). (BIC: CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59
Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0614 C 80740 – Imprimerie 3A (Paris)
Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion Presstalis.

Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.

Editorial

Dupont et Dupond

Premier bilan d'un échec voulu

Delgranados

Alors, ça y est, paraît qu'c'est fini et qu'le populo se r'met au turbin ? Enfin, c'est c'que nous disent tous les jours les torchons depuis c'te lundi là. En tout cas, nous c'qu'on voit ici, c'est que le mouvement n'est pas mort partout. Ce vendredi soir, les gars de la Tiru (le plus grand incinérateur de flics – pardon, de déchets – d'Europe) ont reconduit la grève et le blocage jusqu'à mardi. À Marseille, les copains du port refusent toujours de reprendre le boulot et regardent avec satisfaction les bateaux pleins de pétrole faire la queu-leu-leu. Si la dernière manif a connu un petit essoufflement (qui n'en connaîtrait pas après deux mois de mobilisation quotidienne, de marches hebdomadaires interminables et de jours de salaires supprimés ?), on voit toujours des centaines de milliers de travailleurs, de chômeurs et d'étudiants battre le pavé des rues aux cris de « Grève générale ». On voit même des soviets qui se mettent en place : l'assemblée générale interpro du Havre, après avoir constaté la permanence de la mobilisation et d'un soutien populaire considérable, a appelé cette semaine l'intersyndicale nationale à inviter, pour sa réunion du 4 novembre, des délégués représentatifs de toutes les assemblées générales de grévistes pour qu'ils puissent y apporter des propositions d'actions et un véritable calendrier de mobilisations. C'est que les bases syndicales ont fini par piger que leurs directions confédérales essayaient de leur mettre une carotte dans le derrière et que s'ils voulaient parvenir à mettre la réforme des retraites au placard – à côté du CPE , il leur faudrait les dépasser, si ce n'est s'en débarrasser. Au niveau des universités, ça commence aussi – bien que tardivement – à se bouger le popotin. Cette semaine – prétendument de « démobilisation » – a vu la plupart des facs d'Ile-de-France bloquées les jours de manif. Et ces mêmes blocages ont été reconduit pour les prochaines journées de mobilisation. Du côté des actions directes, on peut noter l'occupation du siège de Médéric, l'entreprise de retraites par capitalisation tenue par le frère de notre président, par une alliance syndicale Solidaires-CNT. On a aussi eu le droit à l'intervention remarquable de militants syndicaux, anarchistes et autonomes sur l'antenne de France Inter ce mercredi, qui, après avoir interrompue l'émission en cours, ont lu, en direct, un communiqué dénonçant l'odieuse réforme du gouvernement. L'état des lieux n'est pas donc aussi pessimiste que ce que les médias essaient de montrer. Quoi qu'il en soit, essoufflement ou pas, on ne lâchera rien. Non, vraiment rien.

Les manifestants du 28 octobre 2010 auront-ils clos le processus d'actions enclenché depuis plusieurs semaines en opposition à la réforme Sarko sur les retraites ? C'est fort possible, les raffineries reprennent, les ports de Marseille et du Havre sont rouverts et le blocus économique, seul arme efficace contre le capital, s'éloigne de plus en plus. Mais *a contrario*, des actions de blocage sur des dépôts de toute nature perdurent, certains secteurs, comme le transport aérien, ont prévu dès la rentrée des actions et les lycéens n'ont peut-être pas dit leur dernier mot. Bien que les Thibaud, Chérèque et consorts voudraient bien avoir sifflé la fin de la récréation pour assurer leur complice Sarkozy que la légitimité de son Parlement ne sera pas remise en cause par la rue, l'espoir demeure que les révoltés prennent le pas sur ces bureaucraties serviles. Dans ce cadre, les anarchistes ont tout intérêt à souffler sur la braise du « Nous ne lâcherons pas » et d'expliquer dès à présent les trahisons, les renoncements, les erreurs que le duo des Dupont-Dupont de la CGDT a commis, ainsi que tous ceux qui les ont accompagnés depuis le mois de mars 2010 dans le carcan de l'intersyndicale. Un petit rappel des événements est nécessaire. C'est à la fin 2009 que Sarkozy annonce sa volonté de réformer le système des retraites. Dans le même temps, les directions de la CGT et de la CFDT reconstituent l'intersyndicale avec au centre l'Unsa et la FSU et à la périphérie, la CGC, la CFTC et Sud. Pour mémoire, la même intersyndicale s'était écroulée à la fin du premier semestre 2009, ayant déjà démontrée son incapacité à infléchir la politique de rigueur gouvernementale. Ce conglomérat se donne pour mot d'ordre : emploi, salaire, retraite. Le gouvernement et le patronat affichant que c'est en s'attaquant au système des retraites qu'ils entendent faire payer la crise du capital aux travailleurs, ils créent la diversion sur d'autres revendications, légitimes certes mais, intemporelles par nature. De fait, c'est la rue et les manifestants qui leur imposeront de revenir sur le sujet central : les retraites. Pour autant, ce n'est que le 24 juin, après la phase de concertation ouverte par le gouvernement et face à la concurrence de FO, qu'ils appellent à des grèves et à manifester. Ils auront eu tout le temps de faire passer leur message sans aucune pression extérieure au sérail des plafonds dorés. Entendus qu'entre-temps, la CFDT a déjà lâché les fonctionnaires et leur code des pensions en les vendant au principe du régime unique de retraite et revendique une réforme contraire au régime par répartition. Ce qu'elle obtiendra en partie au final dans le texte de loi adopté au Sénat. Sur ces bases, l'« intersyndicale » aurait dû éclater mais c'est méconnaître le deal conclu entre Thibaud et Chérèque pour mettre au pas la classe ouvrière et la faire rentrer dans l'ère de l'économie de marché. Thibaud peut ainsi légitimer face à ses durs ses renoncements sur le sacro-saint principe de l'unité syndicale. Y compris en interne de la CGT de mars à aujourd'hui, pour museler toute rébellion, il réunit ses fédérations deux fois par semaine, en dehors de tout cadre statutaire, pour donner la ligne. Formés à l'école de Staline, les cadres de Montreuil, siège de la CGT, n'ont pas perdu la main. Finalement face aux annonces du gouvernement qui recule l'âge de départ en retraite de deux ans et certainement, selon la formule, pour ne pas désespérer les travailleurs, l'« intersyndicale » se résout à appeler à l'action le 7 septembre pour une autre réforme sans demander le retrait du projet et sans pour autant appeler à la grève. Mais dès l'annonce de l'action du 7 septembre, elle fait savoir qu'elle participera à la fin septembre à la manifestation de la CES à Bruxelles et la CGT en fait un de ses axes prioritaires de mobilisation. En clair, le message à ses organisations est : « Il y a le 7 mais il y a aussi le 29 septembre, ne mettez pas tous vos œufs dans le même panier. » Par contre, ce qu'avait pas prévu ces ronds de cuir du syndicalisme, c'est la volonté d'en découdre de la classe ouvrière, le 7 septembre est un succès qui les déborde et il se voit contraint pour ne pas perdre la main de reprogrammer une journée d'action quinze jours après avec une variante, ils programment aussi une manif le samedi. Le message pour le pouvoir est clair : « Nous restons dans la protestation policée, nous ne portons pas atteinte à l'économie, nous sommes res-

ponsables. » La réponse ne se fait pas attendre et le Premier ministre se félicite de la responsabilité des leaders syndicaux (Dupont et Dupond). Nouveaux succès de la journée d'action, les grévistes et les manifestants sont de plus en plus nombreux, l'intersyndicale se trouve de nouveau contrainte de repositionner une nouvelle journée le 12 octobre et une manif le samedi. Le prétexte de pouvoir mobiliser au-delà des grandes entreprises le samedi tombe rapidement, les manifestations le samedi sont au même niveau voire en deçà des mobilisations les jours travaillés. Par contre, la ritournelle des journées d'action sans appel national à la grève et les processions du samedi ne prennent plus dans une fraction importante de la classe ouvrière, au sein même de la CGT, de FO et de Sud, des appels à la grève reconductible sont lancés à partir du 12 octobre 2010. La part prise dans la grève par les structures oppositionnelles à la ligne de Thibaud sont indéniables que ce soit pour les secteurs industriels : cheminots, ports, pétrole, ou dans les unions départementales. Sud, FO y participeront en fonction de leurs moyens ainsi que tous les travailleurs qui voulaient réellement mettre un coup de pied au cul à Sarkozy. Dans tous les cas, la grève reconductible a été mené contre la volonté de l'« intersyndicale » et selon les propos de Borloo, elle a failli réussir puisque celui-ci admet être passé à quelques heures de la pénurie totale en carburant. Le dernier communiqué d'appel de l'« intersyndicale » pour les journées du 28 octobre et du 6 novembre est édifiant à ce titre. CGT-CFDT-CGC-CFTC-UNSA-FSU appellent à la « *préservation des biens et des personnes* », reprenant à leur compte pour l'action syndicale la définition que l'État donne de ses fonctionnaires ! À quand la charte du travail… De même, le jeu de rôle entre Chérèque et Parisot à la télé pour tourner la page du conflit, selon leur expression, et pouvoir converser sur l'emploi des jeunes ou Thibaud qui laisse la cheftaine du patronat insulter ses camarades dockers de Marseille sont aussi la démonstration que ces messieurs sont prêts à tout pour sauver leur prébende de la représentativité. Dans tous les cas, si ce mouvement devait en rester là et que la loi soit promulguée, il aura été la démonstration que des millions de travailleurs n'admettent pas cette société-là. Que des militants déterminés et actifs peuvent mettre en échec les partitions huilées du renoncement des Dupont-Dupond du syndicalisme. Qu'au final, l'appel d'Émile Pouget aux anarchistes de rejoindre les syndicats est toujours d'actualité et que nos moyens – l'action directe, l'assemblée générale souveraine – ont toujours l'oreille des travailleurs. À nous de développer nos idées, nos organisations pour rendre la Sociale possible. D.

Faire de la retraite un âge d'or

Marie-Claire Calmus

JE NE VOUS ABREUVERAI PAS de chiffres démontant la propagande mensongère du gouvernement. Avec Bernard Friot, Jacques Langlois et beaucoup d'autres, je constate, entre autres, que le total des exonérations de cotisations sociales en faveur des entreprises qui, en échange, auraient dû investir et embaucher, ce que la plupart n'ont pas fait (tout comme les restaurateurs et cafetiers ont négligé de répercuter dans leurs prix la baisse de la TVA, et les banques, à l'épreuve de la crise, de moraliser leurs pratiques en échange de l'aide financière d'État) – de 30 milliards selon Thibaut de la CGT, à plus de 60 selon Langlois dans *Le Monde libertaire* – suffiraient à combler le fameux déficit !

Par ailleurs, la conjoncture créée par cette crise ne peut que s'améliorer, comme le souligne Friot, et il n'y a pas à long terme de problèmes de financement des retraites.

En fait, la droite veut faire payer aux salariés le prix de la spéculation financière des riches qui a mal tourné.

Et comme l'a rappelé la gauche, chez Arlette Chabot, les plus intéressés dans l'affaire sont les compagnies d'assurances privées qui pensent profiter de la destruction de notre système de solidarité.

Tout cela est assez dégoûtant et c'est sans doute une des premières fois depuis des décennies que le parti des riches étale aussi cyniquement ses options et son programme… Le refus est donc puissant et général. Non seulement sur le plan économique mais aussi sur le plan idéologique et existentiel – et c'est sur ce plan qu'il faut argumenter.

Comment admettre que dans une société évoluée technologiquement, où chacun d'entre nous ne devrait travailler que quelques heures par semaine tout en bénéficiant, comme le nomme Friot, d'un « salaire continué », les gens soient contraints à passer quasiment la totalité de leur existence dans le travail salarié ! Plutôt dans une alternance de travail et de chômage puisque passé 50 ans, on n'est quasiment plus employable. !

Le tour de passe-passe est énorme : il s'agit en réalité d'imposer une baisse drastique des pensions et de condamner à vivoter l'ensemble des classes moyennes et des pauvres durant une période de plusieurs décennies où ils ne sont plus productifs : de permettre aux riches un accroissement sans bornes de leurs profits – ce que l'affaire Bettencourt illustre avec une telle force symbolique qu'elle influe sur le mouvement de résistance actuel !

Ainsi nous devrions nous résigner à une vieillesse sans loisirs, sans culture, sans intelligence, sans création, sans joies après une vie de labeur !

Hélas, cette résignation atteint les plus jeunes, qu'on dresse d'ailleurs contre les plus âgés déclarés « nantis » et qu'on rend en quelque sorte responsables de la situation ; et par voie de conséquence, elle atteint gravement les vieux les plus influençables – certains se sentant coupables à l'égard de la nouvelle génération et déclarant vouloir mourir plutôt que d'être une charge pour la société !

Comme le dit Friot, il faut au contraire faire de la situation actuelle une chance et un exemple du cas des retraités jouissant jusqu'à la mort d'un « salaire continué » : « *Pour contrer le revenu différé (pension calculée d'après le versement des cotisations, et substituant la notion de prévoyance à celle d'une qualification créatrice de richesses donnant droit à un salaire à vie), il importe que le bonheur privé devienne public en démontrant que ce que vivent les retraités peut devenir le fait de tous*[1]. »

« *Notre pays connaît un taux d'emploi des plus de 60 ans particulièrement bas dont se désolent les réformateurs. C'est au contraire une chance si l'on considère que la pension permet un travail libéré de l'emploi et de la valeur travail. Reste à assumer collectivement cette chance pour soutenir les pensionnés dans l'organisation de rapports nouveaux au travail, dans la sphère publique et pas seulement privée, collectivement et pas seulement individuellement. Là est le terrain d'une réforme progressiste de la retraite.* »

C'est ensemble que nous devons nous lever et nous battre en réactivant les conquêtes sociales du passé, en en obtenant d'autres autour du droit à une existence désormais longue grâce au progrès scientifique – riche, complète quant à l'esprit et au corps – où l'activité productive permettant la subsistance comme l'inscription sociale[2] ne prendrait qu'une partie de notre temps et de nos forces et ne deviendrait pas but unique, source d'obsession, d'angoisse, de désespérance et parfois de mort.

M.-C. C.

1. Bernard Friot, *L'Enjeu des retraites*, éditions La Dispute, 2010.

2. Et comme le rappelle Christophe Dejours (*Le Travail vivant, Travail et sexualité*, Payot, 2009), si elle s'exerce dans de bonnes conditions, un certain enrichissement sensible et sensuel : « *Travailler ce n'est pas seulement produire, c'est mettre son corps à l'épreuve avec un chance d'en revenir plus sensible qu'avant, donc d'accroître ses possibilités d'éprouver du plaisir.* »

Quand l'autruche éternue...

Dura lex, Mollex

Tirant tête hors du trou, qu'entends-je ? Marie Drucker, incalculable présentatrice du journal de la 2 qui, jeudi 28 octobre, jour de manifestation, n'y allait pas, c'est le moins qu'on puisse dire, avec le dos de la cuiller en bois : « *Malgré quelques irréductibles qui pensent encore pouvoir faire reculer le gouvernement, l'esprit des manifestants était à l'amertume.* » Tiens donc, et rien que ça ! Les « irréductibles », par millions, ne semblaient pourtant guère se sentir isolés et d'amertume, pas un chouia. De la colère c'est clair, de l'inquiétude assurément, mais de l'amertume, nenni. Pensent-ils nous impressionner, ces porte-parole de la Sarcloserie-des-Lilas, à comme ça reprendre les mots d'ordre d'un Woerth par exemple, pour qui « *ça ne sert à rien de faire grève aujourd'hui contre la réforme des retraites* », pour qui « *dans une démocratie, on doit respecter les institutions, on doit respecter la loi de la majorité, la majorité issue des urnes* ». Fermez le ban et l'arrière-ban, et rendez-vous en 2012 ! La belle fable que voilà, étayée, s'il en était besoin, par un certain Marc-Philippe Daubresse (retenez bien ce nom, car vous n'en entendrez plus jamais parler). Ce Daubresse, donc, ci-devant ministre de la Jeunesse, tançait l'autre jour en direct des représentants de syndicats lycéens et étudiants : « *On maintiendra cette réforme, y'a un président de la République, il s'appelle Nicolas Sarkozy, que ça plaise ou pas, c'est comme ça !* » Et plus tard de justifier la réforme en question par, je cite, « *la météorite de la crise* ». Contrairement à ce qui se dit, on peut voir que les dinosaures n'ont pas tous disparu : bien vivant est le daubressorus, dont la tonalité de ses adresses à la jeunesse fait très 1970. Mais tandis que ces monstres à tête plate dévorent goulûment nos espoirs d'une société égalitaire et solidaire, le pachydermique PS propose lui, eh bien, euh… Rendez-vous en 2012 ! En attendant, comme pour tuer le temps, les voilà qui s'amusent à réécrire l'histoire, tel l'histrion Cambadelis, pour qui « *en 2003, une majorité de syndicats a signé l'accord Fillon* ». Se rendant compte de sa bévue, le gars s'empressa d'ajouter « *enfin, sauf la CGT, FO et Sud* ». Ce qui, en matière d'« *irréductibles* », fait un peu de monde, non ? Les socialos les gagneront-ils, au moins, ces foutues élections pour lesquelles ils vendraient père, mère et belle-sœur ? Ce n'est même pas certain, d'autant que, depuis la mort de Paul-le-Poulpe, dernier grand analyste de la vie politique (juste devant Lalanne il est vrai), on a plus aucune certitude. Les Mollex, pour leur part, en ont une : celle d'avoir tout perdu, de s'être fait dézinguer dans les grandes largeurs, abuser (euphémisme), voler, arnaquer, enfumer… par les mafiosi de la finance pour lesquels si, à 50 ans, t'as pas fermé d'usine Mollex c'est que tu as raté ta vie. Ces crâneurs croiseront-ils un jour le chemin de nous autres, « *irréductibles* » ? Ce serait intéressant…

Frédo Ladrisse

http://quand-l-autruche-eternue.over-blog.com/

Brèves de combat

Dernières manifs retraites

Ces petits ruisseaux qui font les grandes rivières: si les insulaires s'y mettent! 150 personnes à l'île de Groix, plus de 200 à Belle-Ile qui ont scandé leur refus de la réforme et plus largement du gouvernement: « *Sarko, on te voit! Méfie-toi des Bellilois.* » Qu'il prenne donc garde! 500 personnes pour la première fois depuis le début du mouvement à Auray, plus de 1 500 à Ploërmel, les lycéens ont occupé la voie express durant un certain temps. Plus de 5 000 à Pontivy. À Montpellier, une cinquantaine (instits, salariés, chômeurs, précaires, étudiants) occupent une agence Pôle emploi pour diff de tract, puis partent en manif spontanée et déposent quelques poubelles sur la voie. La Bac est intervenue par derrière et sur le côté avec une extrême rapidité et une grande violence, matraquages, aboiements, fausses accusations. Cinq camarades plaqués au sol, puis interpellés. Scène d'horreur à Lyon, place Bellecour où les manifestants étaient pris en otage. Flashballs. Une jeune fille s'est retrouvée à terre, inconsciente, écume aux lèvres et selon le témoignage d'une camarade qui demandait du secours, des CRS lui barrait la voie, dont un lui renvoyait un grand sourire narquois! À Strasbourg, la répression s'est de nouveau abattue sans discernement, par de nombreux gazages et arrestations. La détermination et la rage lycéennes ont de nouveau paralysé la ville quadrillée par des cars de police et de CRS, BACeux et RG, dans une atmosphère d'agitation permanente. À Lorient, manif vers les dépôts de carburant basés au port. Le sous-préfet a donné l'ordre de gazer… La flicaille a obéi: les grenades sont tombées au milieu de la foule pacifique, dont enfants et personnes âgées, blessant au moins trois personnes. Malgré tout, les lycéens sont retournés dans la rue. Des ronds-points ont été bloqués à Vannes et 400 manifestants en ont fait autant l'après-midi au Salon de l'auto. Blocage du dépôt de bus AG à St-Brieuc, porte d'entrée du local UMP cassée. À Chambéry, actions quotidiennes durant toute la semaine: péages gratuits, blocages du dépôt de carburant, soupes préparées dans la rue, manif de nuit. AG tous les jours, il reste au moins les cheminots… Les étudiants ne sont quasi pas mobilisés et les lycéens qui ont bien bougé sont en vacances.

Grévistes censurés sur France Inter

Le 27 octobre, une cinquantaine de personnes « autonomes en lutte » ont réquisitionné les studios de l'émission *Le Fou du roi* sur France Inter, pour lire un communiqué. Après quelques secondes, les présentateurs, conscients de leur détermination, ont cédé un micro. Les camarades ont pu lire plus de la moitié du texte. France Inter, au bout de 3 minutes, a décidé de couper l'antenne. Les militants sont partis en laissant quelques boules puantes et en scandant « Grève, blocage, sabotage ». Bravo à eux, enfin de l'information informative en direct!

Oraison funeste!

Georges Frêche a cassé sa pipe et rassemblé toute la fine fleur du PS, dont le maire de Lyon qui a dit: « Georges dérangeait. Il disait tout haut ce que les avisés disaient tout bas. Oui, c'était un provocateur. Un provocateur dont le souffle était plus qu'utile. » Ah bon? Les avisés du PS sont tous racistes et xénophobes?

La boucle est bouclée

Sur son blog, le député raciste et homophobe Christian Vanneste (UMP), bien connu de nos services… a fait son « coming out », en prônant l'idée d'une alliance entre le centre, l'UMP et le Front national. Voilà qui a, au moins le mérite, d'être très clair!

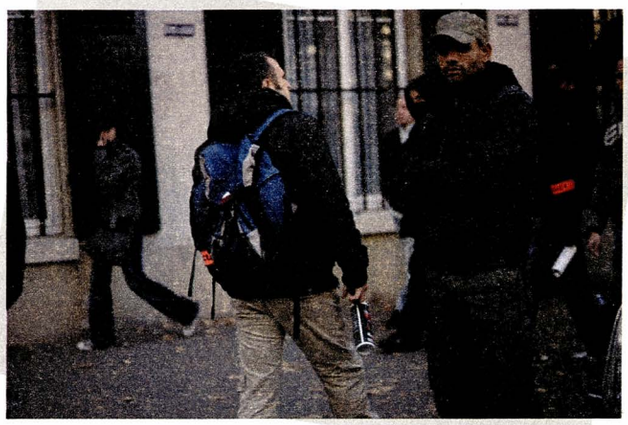
Existrans

Samedi dernier avait lieu à Paris, l'Existrans, réunissant les « trans », leurs associations et leurs amis. Nous étions un petit millier à soutenir leurs revendications, entre Barbès et Beaubourg. En effet, au printemps dernier, le ministère de la Santé annonçait le retrait de la transidentité des affections psychiatriques longue durée (ALD). Pourtant, les trans attendent toujours ce qui devrait, à leur sens, suivre cet « effet d'annonce »: le libre parcours, la reconnaissance de leur nouvelle identité correspondant à leur choix (1 ou 2 sur les cartes de sécu) et enfin, le choix des traitements et des opérations sans avoir recours aux psys. Une nouvelle entité, issue des vielles équipes des protocoles hospitaliers, rebaptisée Sofect et pilotée par la psy réac Colette Chiland (qui a intenté un procès à Act-Up), a refusé de contribuer à la diffusion du questionnaire Inserm sur la santé sexuelle des trans. Elles et ils en ont marre de cette non-reconnaissance et l'ont prouvé en descendant dans la rue. Pour le fun: un des slogans imaginés par quelques compagnes et compagnons décalés de la FA: « Un dieu, un maître, un mari, un patron: on veut vivre comme à la télévision » a été repris dans le cortège, non sans humour et sens de la dérision! Pour autant, la lutte continue!

PAVÉ D'ANAR avec SABIA et MAZOCH KROKAGA

Des casseurs ? Non, des flics

Quelques menus conseils de sécurité...



Ne nous méprenons pas, malgré leurs bouteilles de gaz lacrymogène ces gens ne sont pas des casseurs : ils portent des brassards orange fluo.

Il ne faut pas avoir peur d'eux sous prétexte de leur attitude ou de leur formation en deux rangs espacés d'une longueur de bras, comme font certains militants d'extrême droite.

Ce ne sont pas non plus des anarchistes puisqu'ils écoutent leur chef leur donner des consignes (de sécurité, cela va de soi).

Ce ne sont pas spécialement des illégalistes, bien qu'ils masquent leurs visages et se fondent parmi les manifestants ; ils ont toujours leurs brassards.

En cas de danger, ils savent guider les manifestants vers les forces qui les protègeront efficacement contre d'éventuels... individus violents et mal intentionnés.

Sur les assemblées générales

Depuis un petit moment, un débat critique s'est engagé sur la notion d'assemblée générale, comme forme indépassable de la démocratie directe. Chez les libertaires, qui ont toujours prôné le droit et la capacité des personnes à s'organiser par elles-mêmes sans intermédiaires, le débat ne porte à mon sens pas tant sur le principe assembléiste en lui-même, que sur certaines fausses évidences « démocratiques » dans les modes de déroulement desdites assemblées générales.

Pour résumer ce que j'en pense, je dirais ceci.

J'aime bien le mot « assemblée », qui m'évoque des gens ressentant à un moment donné le besoin, l'envie de se retrouver pour s'organiser, qu'il s'agisse de se coordonner pour monter un projet, d'être plus forts pour résister à une attaque du pouvoir, ou encore – et ça aussi c'est super important – se mettre un peu de baume au cœur en constatant que même si on est jamais d'accord à 100 %, au moins il y a des gens qui ressentent les mêmes choses et sont dans une dynamique d'entraide.

J'aime un peu moins le mot « générale », qui évoque une coloration plus politicienne de l'assemblée (et pas forcément plus « politique » au sens positif). À mon sens, une assemblée ne devrait pas chercher à appliquer des solutions, des décisions « générales » : tant mieux si c'est le cas et si un consensus est trouvé. Sinon : tant mieux aussi ! Ça signifie juste que certaines personnes (et quelque part, c'est rassurant) pensent autrement et veulent expérimenter autrement… La démocratie anarchiste, selon moi, ça devrait aussi ressembler à du palabre, du plaisir dans l'élaboration de tactiques (je parle bien au pluriel), tactiques toujours perfectibles si l'intelligence collective fonctionne réellement, et enfin (et surtout) la coordination ou fédération de ces tactiques coexistantes, c'est-à-dire une association aussi libre et souple qu'efficace, de sorte que nul ne cherche à en dominer d'autres, ni à contraindre à se tenir à quoi que ce soit.

Or la plupart des assemblées générales habituelles ont pour forme et même pour but – et ce, par le vote majoritaire (qu'on ne discute généralement pas… alors même que la révolution se trouverait sans doute aussi dans sa critique !) – de décider d'actions globales.

Ce qui donne, hélas, dans les faits, pour divers chefaillons triomphants après un vote victorieux, le prétexte rêvé d'une légitimation de leur condamnation politicienne des options minoritaires demeurant en désaccord, et donc leur capacité renforcée d'imposer un pouvoir à tout le monde. L'histoire abonde de ces prises de pouvoir « démocratiques », par des léninistes notamment, sur les mouvements populaires afin de les contrôler.

Les assemblées générales ressemblent souvent en fait, même sous la forme « libertaire » de « l'autogestion » donnant la parole à tous, à des mini-parlements de notre démocratie représentative, bref à des espaces de luttes d'influence pour idéologues partidaires. Les amphis des facs sont un bel exemple de ce genre de laboratoire pour politiciens en herbe en quête de manipulation des foules, d'autant plus néfastes malgré eux qu'ils sont généralement tous convaincus et pétris de bonnes intentions.

Je me méfie de la décision globale, irrévocable, qui donne aux adeptes du pouvoir sur la masse le prétexte fallacieux de la démocratie pour imposer leur domination. Je ne suis pas pour les partis, dont le but est d'exercer un pouvoir global : je suis pour des organisations en réseau, en coordination.

À mon sens, la démocratie libertaire c'est donc certes l'assembléisme, certes aussi le mandat impératif et révocable, mais c'est aussi (et je diverge sur ce point d'avec les partisans du plateformisme chez les libertaires) le refus du centralisme décisionnel, ce qui implique le refus du droit d'une majorité quelle qu'elle soit à imposer des décisions globales.

C'est peut-être ce conflit de conceptions de la démocratie, ce dissensus tactique entre partisans du scrutin majoritaire (qui serait, par la décision globale et unitaire, gage d'efficacité par son côté « masse ») et partisans de l'élaboration en réseau (qui serait, par la décision multiple et la coordination des options, plus efficace par son côté « guérilla »), qui s'est joué dans certaines facs lors de la LRU, où des assemblées générales ont été « chahutées ».

Et à mon sens, ce n'est pas en calomniant, ni en rejetant les uns et les autres avec mépris, qu'on progressera en efficacité. Personnellement, je comprends et respecte aussi, y compris chez les libertaires, les gens persuadés d'une plus grande efficacité de l'unitaire sur le réseau, même si j'ai une conviction inverse.

Tant qu'on ne cherche pas à me contraindre par le prétexte du « majoritaire » !

John Rackham

POTKINE ENLÈVE...

Sous le néon la mort

RIEN, sur les pentes des montagnes aux alentours de Las Vegas, ne retient l'eau de pluie : aucun humus, aucune forêt, aucune racine. L'eau dévale sitôt qu'elle touche le sol. Un vaste réseau de tunnels de dérivation a été creusé pour épargner à la ville, où il ne pleut pourtant guère, le péril des inondations. Lorsque les crues, en dépit de l'aridité ordinaire, se produisent, elles envahissent les tunnels à très grande vitesse. On n'imagine donc pas que quiconque puisse y habiter. Mais, en 2010 à Las Vegas, comme à New York, comme à Bucarest, comme à Chicago, des centaines de personnes, voire des milliers, vivent dans ces tunnels. Malgré le risque de noyade, malgré, comme dans tout réseau de souterrains d'une métropole, le risque plus probable d'une attaque humaine.

Matthew O'Brien* écrit que les tunnels en bas ont en commun avec les casinos en haut qu'ils « *neutralisent toute indication du temps qui passe, possèdent des sorties extrêmement difficiles à trouver, et sont les lieux les plus solitaires de la planète* ». En 2002, puis 2004, puis 2005, O'Brien descendit les explorer. Quelquefois en compagnie d'un autre jeune écrivain, la plupart du temps seul. Son compagnon brandissait « *un couteau assez grand pour éventrer un requin* ». O'Brien portait trois lampes électriques et une gourde. Il y ajoutera un club de golf, qui peut servir indifféremment de levier, de canne, de jauge de la profondeur de l'eau, de matraque. Aucun forcené l'écume à la bouche n'a jamais attaqué O'Brien. L'épouvante ne naissait que de l'obscurité, des immenses toiles d'araignée (lustres obligatoires des tunnels humides), de l'incertitude : de son propre cerveau. Le cerveau humain est une machine à interpréter, une machine à trouver du sens, même là où rien n'a de sens, une machine à créer des perceptions, à voir des forces actives jusque dans l'obscurité totale, à entendre des paroles menaçantes jusque dans le silence complet. Lentes marches dans la solitude, solitude sordide d'un tunnel de béton, plus ou moins obscure selon qu'une entrée, une sortie ou une plaque d'égout sont lointaines ou proches. Heures de silence, rompues seulement par ses propres pas, par le bruit éventuel de l'eau. Ou, au contraire, énorme vacarme de la circulation en surface. Parfois le son des grillons.

Des bataillons, des armées de cafards

Il semble que, hormis l'interminable horreur de l'épuisante traversée à genoux d'un tunnel très bas (O'Brien mesure 1 m 90), la vision la plus éprouvante de ses explorations commença par une créature qui, ailleurs, réjouit. Une écrevisse. Lorsqu'il braqua la colonne lumineuse de sa lampe électrique sur elle, elle « *sembla lever ses pinces vers le dieu de la lumière* ». Mais quelques instants plus tard, après avoir éteint sa torche, et laissé ses yeux s'accoutumer à la pénombre, O'Brien s'aperçut qu'ici le tunnel pluvial grouillait de dizaines, de centaines d'écrevisses.

La plus durable surprise qu'il éprouva, en revanche, n'alla pas sans beauté ; il découvrit, peint sur un mur, un poème incendiaire, sombre, magnifique, dont une tentative de traduction donnerait :

Il n'y a jamais eu d'enfant
Dans ta tête
Jamais né, jamais mort
Peut-être que quand j'aurais fini
Je pleurerai
Maintenant je vais venir avec le feu et le mépris
Avec l'envie de la vie
Sous le sabot et la corne
En flamme noire
Lamentant, abandonné
Respirant en vie
Je suffoque rouge rivière
Logos manifeste
Je suis, j'ai dit
Il n'y eut jamais d'enfant
Dans ta tête
Né par lui-même, mort par lui-même
Crois ce que tu lis
Un tiers sera saigné.

Moins éblouissante, mais pas moins surprenante, fut la rencontre avec un habitant du tunnel appelé Tyrone, un Noir. Et avec sa mère. En tailleur et jupe. Tirant une valise. On rencontre très, très peu de mères dans les égouts et les tunnels du monde. Celles qui les habitent sont toujours jeunes. Là, il s'agissait d'une dame. Qui rendait visite à son fils. Son fils qui habite dans un tunnel pluvial.

Elle ne l'a retrouvé que parce que la police de Las Vegas l'a arrêté. Pour un sac de glaçons impayé dans une épicerie. Une base de données a craché son nom. La police a prévenu la dame. Depuis, elle vient voir son fils, dans le tunnel pluvial. « *Nous faisons ce que nous pouvons pour lui. Vraiment. Nous lui proposons de l'aider, mais il ne veut pas. Il ne veut pas venir vivre là où nous vivons, à Atlanta, ce que je peux comprendre. Mais qu'il vive comme ça, dans les tunnels, dans l'eau, ça, ça me brise le cœur.* »

Le jour où O'Brien la rencontra, elle apportait à son fils un parapluie opaque pour servir d'ombrelle sous le soleil. Un sac à dos. Une lampe électrique. Des sacs en plastique pour que ses affaires et ses provisions ne prennent pas l'humidité. Et la valise, pour que ses vêtements d'hiver ne prennent pas l'humidité non plus.

Nestor Potkine

*. Auteur de *Beneath the Neon, Life and Death in the Tunnels of Las Vegas* (*Sous le néon, vie et mort dans les tunnels de Las Vegas*), un livre inspiré par les deux livres publiés sur les habitants des tunnels de New York, *The Mole People* et *The Tunnel : The Underground Homeless of New York City*.

LA NAPHTALINE

Abolition universelle de la peine de mort

Pour ses dix ans, l'association Ensemble contre la peine de mort (ECPM) [1] a organisé du 4 au 10 octobre 2010 la première semaine contre la peine de mort, occasion de faire un bilan et de remobiliser toujours un peu plus pour l'abolition universelle, autour de débats, conférences, expositions, ateliers et interventions dans les collèges et lycées de France, avec l'objectif de « *porter de la façon la plus large possible les arguments en faveur d'une justice qui ne tue pas* ».

Le mercredi 6 octobre, dans une salle du Palais du Luxembourg, elle avait convoqué une conférence de presse sur le thème « La peine de mort au féminin », en présence de trois témoins femmes : une Américaine, Gloria Killian, ex-condamnée à mort, libérée de prison le 8 août 2002 après avoir purgé dix-sept ans et demi d'une peine de trente-deux ans pour un crime qu'elle n'avait pas commis ; une Libanaise, Antoinette Chahinne, condamnée à mort en 1997, rejugée, puis innocentée le 24 juin 1999 après avoir passé cinq ans en prison ; une Française, Sandrine Ageorges-Skinner, épouse de Hank Skinner, condamné à mort au Texas et dont l'exécution a été suspendue trente-cinq minutes avant l'injection létale ; l'Iranienne Sakineh Mohammadi Ashtiani, condamnée à mort par lapidation et dont le cas fut très médiatisé récemment, était représentée par son avocat Me Mohammad Mostafaei. Raphaël Chenuil-Hazan, directeur d'ECPM, présidait la conférence, ouverte par une intervention un peu franchouillarde, il faut bien l'avouer, de François Zimeray, ambassadeur français pour les droits de l'homme, qui a pourtant eu le mérite de dresser un panorama précis de la situation mondiale et de donner des chiffres intéressants : il y a dix ans quarante États avaient aboli la peine de mort ou renoncé à son application, aujourd'hui ils sont cent trente-neuf.

« *Pourquoi la peine de mort au féminin ?* », a-t-il interrogé. Parce que nous nous trouvons au croisement de deux barbaries : l'institution de la peine de mort, d'un côté, et les droits des femmes totalement bafoués, de l'autre. En effet, celles-ci sont dans la plupart des cas condamnées pour des faits qui n'amèneraient pas un homme à la mort : avortement, adultère, infanticide, etc., ajoutant de la souffrance à de la souffrance et rendant la peine de mort plus odieuse encore, ou à la place d'un frère ou d'un père qu'on soupçonne d'activités « subversives ». Cette idée fut reprise avec beaucoup d'émotion et de force par l'Américaine Gloria Killian qui insista sur « *la machine à tuer qui se concentre sur les femmes et les enfants* » (un enfant de 12 ans a été pendu en Afghanistan il y a quatre mois) et rappela l'exécution de Teresa Lewis, dans l'État de Virginie, le 23 septembre dernier. Clamant avec vigueur que, de toute façon, les femmes n'ont pas le même statut que les hommes – ce dont Me Mostafaei témoigna pour l'Iran –, que, si une femme est condamnée à mort, on considère qu'« *elle l'a bien cherché* », surtout si elle n'est pas jolie ou pas intelligente, critères bien souvent retenus – pour Teresa Lewis en particulier –, elle s'appuya sur son cas personnel : « *Traitée comme un déchet en prison, j'ai eu un nom quand j'ai été innocentée. Il faut mettre fin à toute cette folie.* »

On ne dira jamais assez que la peine de mort est injuste parce qu'un État ne peut à la fois interdire le fait de tuer tout en le pratiquant lui-même ; inhumaine car l'exécution supprime une vie ; inutile, car elle n'a pas d'effet dissuasif ; irrévocable, car dépendante d'erreurs judiciaires et de jugements erronés ; arbitraire, car dirigée principalement contre les minorités et les gens pauvres et sans défense[2].

On ne dira jamais assez qu'il faut combattre par tous les moyens l'usage de la guillotine, du sabre, des pierres, de la corde, du fusil, de l'électricité, des injections, etc., qu'il faut anéantir cette barbarie, ce crime institutionnalisé. Il faut le faire, comme Antoinette, Gloria et Sandrine qui continuent la lutte pour les autres par-delà leurs propres souffrances ; c'est le combat de la vie, donc de l'espoir, contre la mort.

Mais cela ne suffit pas. Car qu'en est-il de l'après, de cet enfermement dans des conditions inhumaines, dégradantes, dans la solitude, l'isolement, l'ennui, la soumission souvent à un « ordre interne » maintenu par les prisonniers mêmes ou leurs gardiens ? Combattre la mort, c'est aussi arracher en amont l'égalité de tous au quotidien et le droit à une vraie vie digne et humaine qui n'enverrait pas croupir en prison les prisonniers et prisonnières condamnés à perpétuité par un État intrinsèquement oppresseur et inique.

Michèle Crès

1. ECPM, 3, avenue Paul-Vaillant-Couturier, 92320 Châtillon. 01 57 63 03 57. www.abolition.fr

2. Voir « Arguments contre la peine de mort », Amnesty International Suisse (www.amnesty.ch).

La pauvreté ?
C'est le vice du pauvre !

D'APRÈS LE BAROMÈTRE 2010 de l'Institut national de prévention et d'éducation à la santé (INPES), le nombre de fumeurs quotidiens a augmenté de 1,8 point depuis 2005 (de 26,9 % à 28,7 %) [1]. La ministre de la Santé Roselyne Bachelot y voit deux explications : la hausse du nombre de fumeuses et la crise. « *Près de 50 % des chômeurs sont fumeurs. À l'évidence, la crise, l'augmentation du chômage, ont eu un effet sur l'augmentation de la consommation du tabac.* » Emmanuelle Béguinot, directrice du Comité national contre le tabagisme (CNCT) confirme : « *Fumer est un marqueur social qui frappe tout particulièrement les classes populaires, premières victimes du chômage. De fait, il est difficile d'entreprendre un sevrage lorsque l'on cumule difficultés financières et inquiétudes sociales.* » Le professeur Dautzenberg, de l'Office français de prévention du tabagisme, n'a pas plus de doutes : « *Le tabac, c'est une maladie et comme toutes les maladies, elles touchent plus les pauvres que les riches.* » Touchées par la précarité, les femmes fument de plus en plus. Le tabagisme quotidien a gagné sept points depuis 2005 chez les femmes de 45 à 64 ans.

Mais alors me direz-vous, si l'on tire les conclusions du diagnostic, la lutte contre le tabagisme va dès demain engager le gouvernement et ses affidés dans une action forte et déterminée contre la pauvreté et pour l'accès aux soins sans condition des classes populaires.

Eh bien non ! La logique doit être aussi une maladie qui touche majoritairement les classes populaires mais dont arrivent à se préserver les gens de pouvoir, car tous les acteurs antitabac, nous dit-on, préfèrent condamner l'absence de stratégie fiscale de l'État[2]. « *Il faut une hausse brutale des prix* », s'époumone la même madame Béguinot. Et la ministre de la Santé de plaider, sans tousser, pour « *l'augmentation massive du prix du tabac* ». Quant à l'accès aux soins des classes populaires, on sait ce qu'il en est avec la casse systématique de la Sécurité sociale et des hôpitaux publics.

La pauvreté ? Mais c'est le vice du pauvre, ma bonne dame ! Et il s'agit de le lui faire payer.

Qu'il me soit alors permis, dans ces colonnes, de faire une proposition « innovante » de compromis « gagnant-gagnant » (j'utilise ces mots pour être entendu aussi des gens qui ont développé la terrible addiction au vocabulaire du pouvoir). Que le gouvernement fasse tout pour éradiquer la pauvreté – pour tout dire, qu'il nous laisse construire une révolution sociale et libertaire – et nous promettons tous d'arrêter de fumer (des cigarettes !). C'est réglo, non ?

Léa Gallopavo
Groupe Louise-Michel
de la Fédération anarchiste

1. Toutes les données et citations sont reprises du *Direct Matin* n° 755 du 19 octobre 2010

2. Je ne suis pas sûre qu'ait été demandé l'avis du Circ (Centre de recherche et d'information canabique), qui tient une émission quinzomadaire sur Radio libertaire le dimanche de 18 heures à 20 heures, et qui propose, lui, une action originale : fumer sans tabac !

La Russie aujourd'hui

C'est loin d'être calme sur le front est

Mikhail Tsovma

Traduit par Nicolas
Relations extérieures
de la Fédération anarchiste

LA RUSSIE semble être de moins en moins présente dans l'actualité. C'est vrai – il n'y a pas de mouvement social d'ampleur en Russie en ce moment et ceux qui existent ne font pas habituellement l'actualité. Mais nous avons besoin d'observer plus attentivement ce qui se passe en Russie, qui parmi d'autres choses appelle à la solidarité avec les activistes russes.

La décennie Poutine

Dix ans après l'accession de Poutine au pouvoir en Russie – et bien sûr personne ne devrait être trompé par l'actuelle présidence officielle de M. Medvedev – le pays a atteint un point vraiment particulier de son développement. Les élections parlementaires sont de moins en moins intéressantes ; il y a juste deux partis officiels qui soutiennent le gouvernement et deux autres imposteurs, l'un deux étant les communistes, critiquant le gouvernement mais votant toujours comme on leur dit. Les élections présidentielles sont même encore moins intéressantes. Et tandis que l'intérêt général est en train de tomber toujours plus bas, les élections des gouverneurs régionaux sont abolies – ces gars sont maintenant désignés par le Kremlin, qui, ça ne fait aucun doute, sait mieux que tout le monde ce qui est bon. L'opposition politique est marginalisée et lourdement fliquée. Pratiquement, tous les observateurs constatent l'absence de vie politique en Russie ces temps-ci. La chose n'existe simplement plus ! Ou c'est ce qu'ils veulent nous faire croire.

Les médias de masse relativement indépendants ont déjà disparu depuis quelques années (quoique l'autocensure des médias et des journalistes est probablement aussi un gros problème). Malgré cela, il y a un journal qui garde sa position critique envers le gouvernement, et bien sûr, il y a l'internet. Mais pour le public dans son ensemble ces choses existent à peine.

D'autres réalités brutales de la vie sociale russe sont les violations des libertés et des droits fondamentaux des êtres humains, l'exploitation capitaliste toujours croissante en l'absence d'organisation syndicale massive, la brutalité extrême de la police. Il y a en plus une corruption écrasante et un manque d'administration d'état œuvrant effectivement, qui menacent parfois de paralyser le système dans son entier et le rendre complètement incontrôlable. Il y a un constat grandissant, même parmi les bureaucrates, que le système est très vulnérable. Par conséquent, ils craignent…

Bureaucrates et extrémistes

Récemment, deux dispositifs importants ont caractérisé la Russie moderne et le contexte général de l'activisme social. Ce sont la politique « anti-extrémiste » de plus en plus arbitraire (qui a souvent comme conséquence l'empêchement de fait et souvent la criminalisation de l'activisme social en tant que tel) et l'intensification du terrorisme néonazi. Le gouvernement et les bureaucrates locaux ont très peur des protestations sociales, à ce point qu'ils sont plus que jamais volontaires pour marquer n'importe quel activisme social comme « extrémiste » – il est plus facile d'interdire n'importe quoi dans le vieux style russo-soviétique. Quant à l'intensification des mouvements d'extrême droite et de la vio-

lence (le vrai « extrémisme »), ils sont en grande partie nourris par le gouvernement.

Les morts non accidentelles des antifascistes

La violence contre les personnes publiques, les journalistes et les activistes des droits humains fait parfois les premières pages des médias internationaux. Le meurtre du journaliste Anna Politkovskaya en 2006, l'activiste des droits de l'homme Natalya Estemirova en 2009 ou quelques politiciens libéraux étaient plus tôt de grands scandales (aussi bien que l'empoisonnement mystérieux de Litvinenko à Londres, bien qu'il ait été à peine un vrai dissident). Plus récemment cependant, les visages des activistes assassinés sont devenus plus jeunes et si nous regardons de plus près les faits qui sont annoncés (ou pas) dans les médias, nous verrons quelques changements importants.

Récemment la Russie était témoin d'une vague croissante de la violence raciste d'extrême droite, qui pendant quelque temps a été effectivement consolidée par le gouvernement, qui n'a pas réagi à la terreur nazie. La violence nazie – principalement contre les immigrés, les personnes de couleur, mais également contre les antifascistes, les anarchistes et les activistes progressistes sociaux – était en augmentation. Récemment nous avons également été témoin de l'apparition d'un mouvement nazi souterrain, qui est de plus en plus une force terroriste.

Pour le moment, la police prétend ne pas noter de problème ou constater qu'il y a juste une certaine guerre étrange entre deux sous-cultures de la jeunesse – les nazis et les antifascistes. Mais la situation est devenue incontrôlable et l'existence du terrorisme nazi en Russie est finalement admise officiellement. Le meurtre le plus récent était celui d'un juge, qui a condamné des nazis à des peines de prison.

Ce sont juste les cas où les gens ont été tués, alors qu'il y en a bien d'autres, qui ont entraîné seulement des dommages (et il y a des cas de tentatives d'attaques à la bombe contre des concerts antifascistes ou des maisons). Selon le rapport édité par le Centre Sova[1], environ 22 % de toutes les attaques nazies en 2009 ont visé des antifascistes. La méthode utilisée pour ces meurtres est identique à celle utilisée dans les massacres racistes – attaque en groupe et multiples blessures mortelles à coups de couteau, ou, plus récemment, aussi à coups de fusil.

Jusqu'ici le mouvement antifasciste a une politique de ne pas tuer les nazis par vengeance. C'est un principe moral très fort et une posture noble, mais personne ne sait pendant combien de temps ceci peut être tenu. (Et, naturellement, il y a déjà des cas de décès de nazis – un tel accident a eu lieu quand un antifasciste à Odessa, Ukraine, se défendait contre une attaque par un gang nazi et a accidentellement tué un des attaquants. L'Ukraine, semble-t-il, commence également à avoir un problème avec l'augmentation de la violence nazie, bien que les proportions ne soient toujours pas aussi importantes qu'en Russie.)

Ne pas s'enfuir

Avec l'établissement du gouvernement de plus en plus autoritaire du président Poutine après 1999-2000 et l'apparition de nouveaux problèmes (les politiques autoritaires de la police, la guerre et les troubles continuels en Tchétchénie et au Caucase, le terrorisme, la croissance de la xénophobie et l'augmentation continue du mouvement nazi en Russie) le mouvement anarchiste s'est également développé fortement, comme en réaction à ces développements négatifs. Les anarchistes en Russie sont généralement issus de diverses luttes sociales, ainsi que les autres activistes sociaux progressistes. D'ailleurs, face au nationalisme croissant en Russie, les anarchistes et les antiautoritaires constituent le noyau du mouvement antifasciste et sont parmi les internationalistes les plus consistants dans une situation où la gauche est largement inexistante en Russie. C'est pourquoi ce n'est pas une coïncidence si les anarchistes et leurs alliés proches sont parmi les victimes régulières de la violence nazie actuelle. Le mouvement anarchiste et la majorité du mouvement antifasciste en Russie sont principalement jeunes, 16 à 25 ans étant la tranche d'âge moyen. Et les victimes de la terreur nazie contre les antifascistes sont également de façon saisissante jeunes.

Où allons-nous à partir d'ici ?

Le contexte même de l'activisme social en Russie demeure très répressif (et encore plus récemment). De plus, la surveillance constante des activistes par la police et le FSB[2], les raids sur des bureaux des organismes sociaux et politiques (même des ONG paisibles et très respectueuses des lois), ce sont des limitations plutôt strictes sur les manifestations. Par exemple, dans les autorités russes locales, il y a une pratique répandue d'interdire ou de rendre pratiquement impossible tous les manifestations légales ou parfois même, les petits piquets. En Russie vous devez avertir les autorités dix jours à l'avance si vous voulez avoir un rassemblement ou une manifestation (si je ne me trompe pas, des règlements semblables ont, par le passé, existé au Chili sous Pinochet). Dans la pratique (pas selon la loi), ils peuvent même ne pas te donner une permission. Parfois, même si vous avez une permission, cela ne veut pas dire que votre rassemblement ne sera pas arrêté illégalement et brutalement par la police. Ceci rend la protestation de rue ouverte et l'activisme très difficiles et souvent confiné à une petite place derrière des barrières de police, parfois ceci le rend impossible. Et imaginez que votre camarade a été tué par les nazis ou brutalisé par la police ? Attendez-vous dix jours pour exprimer votre protestation ?

Les anarchistes, avec leur pratique des manifestations illégales, sont, ces dernières années, parfois meilleurs que le reste de l'opposition, parce qu'ils ne demandent pas des permissions et ont l'opportunité de prévoir et tenir leurs actions malgré la police. Cela laisse toujours un champ très restreint pour l'action – vous pouvez seulement faire une manifestation rapide, mais vous pouvez être sûr que les forces de police extrêmes et brutales arriveront assez rapidement après qu'elles ont eu vent de la protestation. Mais au moins, vous pouvez faire quelque chose d'une manière plutôt visible et parfois tout à fait efficace. À de nombreuses occasions, les anarchistes à Moscou et à St-Petersburg pouvaient avoir des manifestations de cette façon, bloquant le trafic sur les rues centrales (par exemple, pendant la campagne contre la brutalité de police et pendant les protestations sur les meurtres nazis des camarades). Il y a également une pratique croissante de confrontation avec la police si elle empêche ou limite les rassemblements légaux (comme cela était le cas pour la manifestation antifasciste le 19 janvier 2010). À cet égard mais pas sans problèmes, des méthodes anarchistes de rue se développent et les anarchistes peuvent construire lentement une culture de protestation qui leur est propre.

Cependant, dans ces luttes il serait utile de savoir et de sentir que nous ne le combattons pas seuls et que la solidarité internationale est toujours un outil puissant. L'expérience le montre, les bureaucrates russes se sont toujours inquiétés de leur réputation internationale, ainsi les actions de solidarité devant les ambassades russes peuvent être plutôt efficaces (aussi bien que les autres moyens de protestation et de solidarité).

Malheureusement, la situation en Russie nous montre que de telles actions seront nécessaires bientôt.

---

1. Le centre pour l'information et l'analyse Sova est une organisation non gouvernementale basée à Moscou, fondée en 2002, qui conduit des travaux de recherches sur des thèmes tels que le nationalisme et le racisme, les relations entre les Églises et la société, et le radicalisme politique. Ils s'intéressent également aux problèmes des droits de l'homme, particulièrement dans le problème des abus des mesures de contre-extrémisme. Source : www.sova-center.ru **(NdT.)**

2. **Servic**e fédéral de sécurité de la Fédération de Russie, service secret russe, principal successeur du KGB soviétique. Le FSB fait partie des trois services de renseignements russes et il s'occupe de la sécurité intérieure de la Russie. Source : Wikipédia. **(NdT.)**

Sciences

« La mission de la science est [...] *de planter* les jalons immuables de la marche progressive de l'humanité, en indiquant aux hommes les conditions générales dont l'observation rigoureuse est nécessaire et dont l'ignorance ou l'oubli seront toujours fatals. »
Bakounine

De la science comme émancipation *et* comme danger : la fructueuse ambivalence bakouninienne

Nous reproduisons ici de courts extraits de *Dieu et l'État* dans lesquels la conception bakouninienne de la science est condensée. Nonobstant le style et le lexique quelque peu datés, le propos conserve sa pleine pertinence pour l'élaboration d'une conception des sciences au sein du mouvement anarchiste, esquissée dans ce journal depuis la rentrée, selon laquelle d'une part, les sciences sont une modalité unique de l'agir humain sur le monde – puisque cette modalité est un entendement potentiellement délié des mensonges de la religion –, d'autre part que la science se doit d'être un savoir partagé, constitutif de l'individu autonome et non pas confisqué par une avant-garde, une technocratie spoliatrice de l'élan émancipateur des masses. La science visée par Bakounine est principalement celle qui, à son époque, est encore engluée dans une métaphysique pesante et stérile. En revanche, il loue les sciences naturelles, les sciences expérimentales, grosses d'un mouvement de compréhension du monde permettant de s'échapper des rets de l'ordre théologico-bourgeois*. Une filiation avec certains des plus importants philosophes des Lumières se lit dans ces lignes, alors même que la science de l'époque de Bakounine est devenue majoritairement positiviste et que le scientisme est érigé en nouvelle croyance. Par ailleurs, on remarquera, entre autres, une clause fondatrice de la pensée bakouninienne, à savoir un matérialisme remarquablement assumé, un matérialisme tout diderotien pourrait-on dire. On y lit encore, de manière intense, la tension entre une science qui pense le monde et une science qui veut souvent agir sur le monde. Tout cela résonne à nos oreilles contemporaines, cependant que l'on peut contester, avec le recul de plus d'un siècle, la rigide démarcation que Bakounine établit entre la science du général et les manifestations singulières des phénomènes. La science actuelle semble pouvoir se défaire de cette dichotomie autrefois nécessaire. Nous aurons sans doute l'occasion d'y revenir.

Michel Bakounine

Extrait de Dieu et l'État

L'IDÉE GÉNÉRALE est toujours une abstraction, et, par cela même, en quelque sorte, une négation de la vie réelle. J'ai constaté cette propriété de la pensée humaine, et par conséquent aussi de la science, de ne pouvoir saisir et nommer dans les faits réels que leur sens général, leurs rapports généraux, leurs lois générales ; en un mot, ce qui est permanent, dans leurs transformations continues, mais jamais leur côté matériel, individuel, et pour ainsi dire palpitant de réalité et de vie, mais par là même fugitif et insaisissable. La science comprend la pensée de la réalité, non la réalité elle-même, la pensée de la vie, non la vie. Voilà sa limite, la seule limite vraiment infranchissable pour elle, parce qu'elle est fondée sur la nature même de la pensée humaine, qui est l'unique organe de la science.

Sur cette nature se fondent les droits incontestables et la grande mission de la science, mais aussi son impuissance vitale et même son action malfaisante, toutes les fois que, par ses représentants officiels, patentés, elle s'arroge le droit de gouverner la vie. La mission de la science est celle-ci : en constatant les rapports généraux des choses passagères et réelles, en reconnaissant les lois générales qui sont inhérentes au développement des phénomènes tant du monde physique que du monde social, elle plante pour ainsi dire les jalons immuables de la marche progressive de l'humanité, en indiquant aux

hommes les conditions générales dont l'observation rigoureuse est nécessaire et dont l'ignorance ou l'oubli seront toujours fatals. En un mot, la science, c'est la boussole de la vie ; mais ce n'est pas la vie. La science est immuable, impersonnelle, générale, abstraite, insensible, comme les lois dont elle n'est rien que la reproduction idéale, réfléchie ou mentale, c'est-à-dire cérébrale (pour nous rappeler que la science elle-même n'est rien qu'un produit matériel d'un organe matériel de l'organisation matérielle de l'homme, le cerveau). La vie est toute fugitive et passagère, mais aussi toute palpitante de réalité et d'individualité, de sensibilité, de souffrances, de joies, d'aspirations de besoins et de passions. C'est elle seule qui, spontanément, crée les choses et tous les êtres réels. La science ne crée rien, elle constate et reconnaît seulement les créations de la vie. Et toutes les fois que les hommes de la science, sortant de leur monde abstrait, se mêlent de création vivante dans le monde réel, tout ce qu'ils proposent ou créent est pauvre, ridiculement abstrait, privé de sang et de vie, mort-né, pareil à l'homunculus créé par Wagner, non le musicien de l'avenir qui est lui-même une sorte de créateur abstrait, mais le disciple pédant de l'immortel docteur Faust de Goethe. Il en résulte que la science a pour mission unique d'éclairer la vie, non de la gouverner.

Le gouvernement de la science et des hommes de la science, s'appelassent-ils même des positivistes, des disciples d'Auguste Comte, ou même des disciples de l'école doctrinaire du communisme allemand, ne peut être qu'impuissant, ridicule, inhumain, cruel, oppressif, exploiteur, malfaisant. On peut dire des hommes de la science, comme tels, ce que j'ai dit des théologiens et des métaphysiciens : ils n'ont ni sens ni cœur pour les êtres individuels et vivants. On ne peut pas même leur en faire un reproche, car c'est la conséquence naturelle de leur métier. En tant qu'hommes de science ils n'ont à faire, ils ne peuvent prendre intérêt qu'aux généralités, qu'aux lois.

La science, qui n'a affaire qu'avec ce qui est exprimable et constant, c'est-à-dire avec des généralités plus ou moins développées et déterminées, perd ici son latin et baisse pavillon devant la vie, qui seule est en rapport avec le côté vivant et sensible, mais insaisissable et indicible, des choses. Telle est la réelle et on peut dire l'unique limite de la science, une limite vraiment infranchissable. Un naturaliste, par exemple, qui lui-même est un être réel et vivant, dissèque un lapin ; ce lapin est également un être réel, et il a été, au moins il y a à peine quelques heures, une individualité vivante. Après l'avoir disséqué, le naturaliste le décrit : eh bien, le lapin qui sort de sa description est un lapin en général, ressemblant à tous les lapins, privé de toute individualité, et qui par conséquent n'aura jamais la force d'exister, restera éternellement un être inerte et non vivant, pas même corporel, mais une abstraction, l'ombre fixée d'un être vivant. La science n'a affaire qu'avec des ombres pareilles. La réalité vivante lui échappe, et ne se donne qu'à la vie, qui, étant elle-même fugitive et passagère, peut saisir et saisit en effet toujours tout ce qui vit, c'est-à-dire tout ce qui passe ou ce qui fuit.

L'exemple du lapin, sacrifié à la science, nous touche peu, parce que, ordinairement, nous nous intéressons fort peu à la vie individuelle des lapins. Il n'en est pas ainsi de la vie individuelle des hommes que la science et les hommes de science, habitués à vivre parmi les abstractions, c'est-à-dire à sacrifier toujours les réalités fugitives et vivantes à leurs ombres constantes, seraient également capables, si on les laissait seulement faire, d'immoler ou au moins de subordonner au profit de leurs généralités abstraites.

L'individualité humaine, aussi bien que celle des choses les plus inertes, est également insaisissable et pour ainsi dire non existante pour la science. Aussi les individus vivants doivent-ils bien se prémunir et se sauvegarder contre elle, pour ne point être par elle immolés, comme le lapin, au profit d'une abstraction quelconque ; comme ils doivent se prémunir en même temps contre la théologie, contre la politique et contre la jurisprudence, qui toutes, participant également à ce caractère abstractif de la science, ont la tendance fatale de sacrifier les individus à l'avantage de la même abstraction, appelée seulement par chacune de noms différents, la première l'appelant vérité divine, la seconde bien public, et la troisième justice.

[...]

Ce que je prêche, c'est donc, jusqu'à un certain point, la révolte de la vie contre la science, ou plutôt contre le gouvernement de la science. Non pour détruire la science – à Dieu ne plaise ! Ce serait un crime de lèse-humanité –, mais pour la remettre à sa place, de manière à ce qu'elle ne puisse plus jamais en sortir. [...] Elle n'a pu le faire que pour deux raisons : d'abord parce que, constituée en dehors de la vie populaire, elle est représentée par un corps privilégié ; ensuite, parce qu'elle s'est posée elle-même, jusqu'ici, comme le but absolu et dernier de tout développement humain ; tandis que, par une critique judicieuse, qu'elle est capable et qu'en dernière instance elle se verra forcée d'exercer contre elle-même, elle aurait dû comprendre qu'elle n'est elle-même qu'un moyen nécessaire pour la réalisation d'un but bien plus élevé, celui de la complète humanisation de la situation réelle de tous les individus réels qui naissent, qui vivent et qui meurent sur la Terre.

M. B.

---

*. On lira avec intérêt les analyses d'Irène Pereira (http://raforum.info [article « Bakounine : la révolte de la vie contre le gouvernement de la science »]), plus détaillées que ce que nous pouvons faire ici. Nous la rejoignons notamment dans son analyse de la critique que Bakounine adresse au matérialisme dialectique de Marx, empêtré dans un hégélianisme fatal – critique d'une pertinence considérable, acte novateur et proprement révolutionnaire. Si je puis résumer, en songeant à ma propre inclination épistémologique, Bakounine est plus proche de la modeste théorie de la connaissance d'un Darwin – mais ô combien prolifique en termes de résultats scientifiques – que de la grandiloquence du système conceptuel marxiste. (*NdR.*)

Histoire

« Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, c'est les autres qui l'écriront à notre place. »
Inconnu

Alliance syndicaliste révolutionnaire et anarcho-syndicaliste

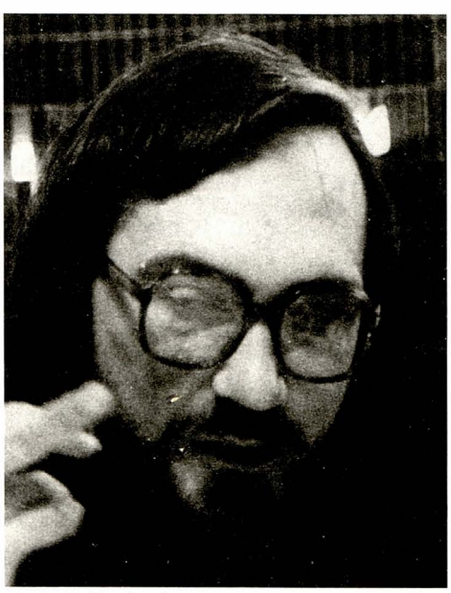
Fragments de souvenirs

Thierry Porré

Groupe Pierre-Besnard de la Fédération anarchiste

« *C'est mon ennemi!* » Ces mots criés par Paolino Malsand résonnent encore dans ma tête. Le camarade était le permanent de la librairie de la Fédération anarchiste à Paris, rue Ternaux. Militant anarchiste espagnol, il avait suivi la *Retirada* pour s'installer ensuite à Bordeaux où il avait adhéré au groupe Sébastien-Faure de la Fédération anarchiste[1]. C'est au début des années 1970 qu'il arriva à Paris. Le sujet de notre altercation : des divergences avec Julien Toublet, ancien secrétaire de la CGT-SR. Dans le local fédéral, nombre de journaux libertaires étaient en vente, j'avais été attiré par *Solidarité ouvrière*, l'organe de l'Alliance syndicaliste[2]. Ayant pris contact avec eux, je me rendis à leur permanence, rue Jean-Robert, à Paris, près de la station de métro Marx-Dormoy. En fait, c'était le local de *Révolution prolétarienne*[3].

Au sein de l'Alliance syndicaliste, il y avait des camarades de toutes les centrales syndicales. Aussi bien des anciens de la CGT-SR, de la CNT-f, des Cercles syndicalistes de lutte de classe comme Georges Yvernel (alias Bouclette!). C'est en fréquentant, en discutant avec ces camarades « historiques » que je découvris le pourquoi du comment des différends entre Paolino Malsand et Julien Toublet. Outre qu'ils avaient croisé le fer dans les congrès de l'AIT, il y avait le problème épineux du mouvement astato-syndicaliste. Refusant, à la Libération, une certaine mainmise anarchiste sur la CNT-f, ils défendaient leur point de vue dans leur mensuel *Mains et cerveau*. Ils se situaient à côté du mouvement anarchiste proprement dit. Le camarade Malsand pouvait être qualifié de partisan d'une influence directe de l'organisation anarchiste sur l'organisation syndicale et considérait Toublet et ses camarades comme des adversaires politiques. D'où sa fureur de me voir, moi, militant, tout comme lui, du groupe Louise-Michel de la Fédération anarchiste, se rapprocher d'eux…



Jacky Toublet dans les années 1970 (photo de Amy Braun)

À quoi bon rappeler toutes ces choses de plus de quarante ans? Peut-être pour mettre le doigt sur le temps perdu et les occasions manquées. L'Alliance syndicaliste a toujours plus fonctionné comme une coordination que comme une organisation, du moins est-ce mon avis. Il y avait le mensuel *Solidarité ouvrière* et les réunions dans le local de la rue Jean-Pierre-Timbaud[4], mais notre but était plus de propager les idées de l'anarcho-syndicalisme que de faire des adhésions. Très tôt les camarades qui militaient à Force ouvrière se mirent à l'écart et reconstituèrent l'Union anarcho-syndicaliste (UAS). Pas mal de militants étaient à la CGT (Livre, métallurgie, bâtiment), mais le gros des troupes était à la CFDT. D'où les critiques des camarades précités qui considéraient que le christianisme social, même avec des références à l'anarcho-syndicalisme, était à rejeter…

Puis avec « l'autonomie engagée » de la centrale du square Montholon, les carottes furent cuites! Exclusions, mises au rencart, la liste est longue[5]. Il y eut donc à l'Alliance syndicaliste un certain essoufflement. Avions-nous eu raison, aurait-il fallu faire autre chose? Nous avions œuvré au sein de la Coordination nationale des anarcho-syndicalistes (CNAS), dont l'existence fut éphémère. Puis au début des années 1980 se produisit une sorte d'éclatement au sein de l'Alliance syndicaliste. Sous l'impulsion des militantes et militants parisiens, il y eut un rapprochement avec le mouvement anarchiste *stricto sensu*. Dans la capitale, il y eut d'abord le Gaspar (Groupe anarcho-syndicaliste parisien)[6] puis l'adhésion à la Fédération anarchiste.

Notre analyse était la suivante : avec la parution hebdomadaire du *Monde libertaire* et la création de Radio libertaire, l'heure était à rassembler les forces, à structurer le courant syndicaliste. Certes l'unanimité n'était pas au rendez-vous… Nombre de camarades de l'Alliance syndicaliste nous ont reproché ce « sabordage » et des camarades de la Fédération anarchiste nous considéraient avec

méfiance. La création du groupe Pierre-Besnard en 1981 et la suite des événements ont montré que nous n'étions pas venus faire de l'entrisme.

N'empêche, en ce début de XXIe siècle, il manque toujours une coordination syndicaliste dans le mouvement libertaire français. **T.P.**

1. Il avait aussi eu des responsabilités dans le mouvement libertaire espagnol en Espagne comme dans la Résistance en France puis dans l'exil.

2. On ne disait déjà plus « Alliance syndicaliste révolutionnaire et anarcho-syndicaliste » dans les premières années 1970…

3. *La Révolution prolétarienne* était une revue bimensuelle syndicaliste révolutionnaire. Organe de la Ligue syndicaliste qui, dans les années 1920-1930, se proposait « *de travailler à la réalisation de l'unité syndicale* […], *de sortir les deux CGT* [CGT et CGTU], *l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique* [avec le PCF] ». Un des militants les plus en pointe de ce regroupement était Pierre Monatte, délégué au congrès anarchiste d'Amsterdam. Il s'opposa à Errico Malatesta sur la question du syndicalisme. Adhérent au Pari communiste, il en fut exclu… comme d'autres.

4. Le journal était iconoclaste, on critiquait Malatesta, Kropotkine… Aucun article n'était signé.

5. Consultez la brochure de René Berthier *À propos de l'Alliance syndicaliste*.

6. Dans le Gaspar, on retrouvait des camarades de la CNT dite Tour-d'Auvergne, de l'Alliance syndicaliste et d'autres venus de nulle part!

Additif tardif

On me reprochera, avec raison, d'oublier d'autres « agissements de l'Alliance syndicaliste ». Il y eut toujours des liens étroits avec les camarades de la SAC qui nous invitaient dans leurs congrès en Suède (voir *Le Monde libertaire* n°1603). On ne parle pas beaucoup du Comité Espagne libre qui, sur une base œcuménique, voulait être un soutien à la CNT qui renaissait de ses cendres en Espagne. Cela se voulait être dans l'esprit de la Soildarité internationale antifasciste des années 1930. Pour faire bref, on dira que ce fut un échec.

Il faut parler aussi des conférences avec l'Union des travailleurs communistes libertaires, scission de de l'Ora (Organisation révolutionnaire anarchiste). Le rappprochement avec les communistes libertaires n'a pas fait long feu. De l'UTCL est née Alternative libertaire où Jacky Toublet (de l'Alliance syndicaliste et du groupe Pierre-Besnard) avait adhéré peu avant sa disparition. J'ai sûrement oublié d'autres choses dans ces souvenirs éparts.

Erratum n° 1609

Dans mon article intitulé « Les anarchistes français et la guerre d'Espagne », deux erreurs se sont maladroitement – et, pour certains, impardonnablement – glissées.

Louis Mercier et Charles Ridel ne sont, en réalité, qu'une seule et même personne, le deuxième étant un pseudonyme du premier.

Quant à Nicolas Faucier, que sa mémoire m'excuse d'avoir massacré son nom en « Foncier ». Comment cela a-t-il pu se produire? Ça, je n'en sais fichtrement rien. Vous pouvez néanmoins vous assurez d'une chose: je n'ai aucun lien avec une quelconque société de crédit.

Que Bakounine me pardonne. Si l'erreur est humaine, elle n'est pas anarchiste…

Guillaume Goutte
Groupe Salvador-Segui de la Fédération anarchiste

Germinal Esgleas, l'unique objet de mon ressentiment…

Courte réponse à S. Gurucharri et T. Ibañez

Brièvement, pour ne pas lasser le lecteur, et parce que je crois que cette « polémique » n'a pas à être poursuivie dans les pages du *Monde libertaire*. Simplement, je tiens à souligner qu'en aucun cas ma charge contre les auteurs du livre incriminé n'avait à voir avec la défense d'un militant appelé Esgleas, très présent certes dans la vie de l'exil libertaire espagnol. Et je n'en veux pour preuve que ma note numéro 2. L'insistance rhétorique des auteurs (une forme d'épanadiplose?) qui consiste à voir d'abord dans mon texte véhément une indignation parce qu'on « salit la mémoire » de notre héros indique combien ils sont eux-mêmes hantés. Ce qui explique qu'ils ne rechignent pas à insister sur la convergence des « *intérêts des autorités françaises et ceux de Germinal Esgleas* ». La décennie des années soixante de l'exil libertaire espagnol vieillissant est à écrire. Nos auteurs y contribuent à leur façon. Pour les quelques historiens, souvent ibères, qui ont travaillé sur cette période, les « orthodoxes immobilistes », dont Germinal Esgleas est, selon nos auteurs, le maléfique archétype, sont identifiés avec les « faistes » (militant de la FAI). L'anarchie reconnaîtra les siens. La police, les uns et les autres. En ce qui concerne l'épisode dit de « la reconstruction de CNT » (1976-1979), je ne peux que recommander la lecture de *La alternativa libertaria* de Joan Zambrana*.

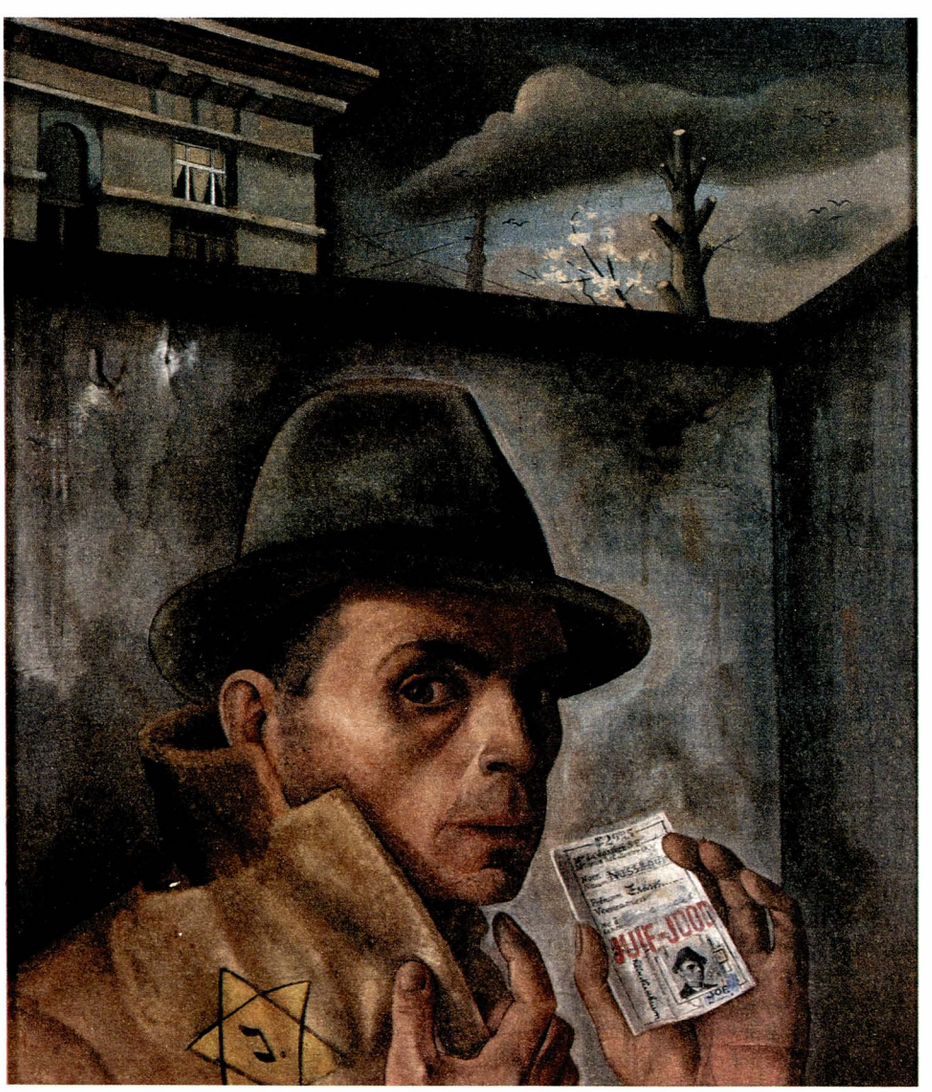
Oscar Borillo

*. *La alternativa libertaria, Catalunya 1976-1979*, Edicions Fet a mà, Badalona, 2000.

Les chefs-d'œuvre clandestins de Felix Nussbaum

L'œuvre de Felix Nussbaum, né en 1904 à Osnabrück (Basse-Saxe) et assassiné à Auschwitz en 1944, était tombée dans l'oubli, avant sa redécouverte tardive, aboutissant à l'inauguration en 1998 de la Felix-Nussbaum-Haus dans sa ville natale. En France, sa peinture n'avait quasiment jamais été montrée, avant l'initiative du Musée d'art et d'histoire du judaïsme, qui présente actuellement la première rétrospective Nussbaum hors de l'Allemagne et des États-Unis*.

Fils d'une famille de commerçants juifs allemands aisés, formé au temps de la Nouvelle objectivité et au contact des avant-gardes européennes, il aurait pu rester toute sa vie un « petit maître », tributaire d'influences diverses, allant de Van Gogh à Ensor, en passant par le Douanier Rousseau ou Chirico. Sa peinture des années 1920 et 1930 est hantée, comme celles de Beckmann ou Dix, par les horreurs de la Grande Guerre, l'effondrement de la République de Weimar, la crise économique et la montée des fascismes. Elle ne manque pas d'intérêt ni de charme, avec ses ruines, ses murs, et ses croque-morts. À l'instar de Beckmann, Nussbaum est un partisan de la « peinture d'idées », rendant visible une pensée morale, politique ou philosophique. Dans une veine proche de l'anarchisme, il fit au début des années 1930 une critique sans concession de la société allemande, comme dans une toile disparue où il s'en prenait à l'Église et à l'État. Dans *La Place folle* (1931), il tourne en dérision les membres honoraires de l'Académie prussienne des arts. Nussbaum était alors, aux yeux du milieu artistique berlinois, un brillant espoir de la jeune peinture.



Mais tel n'allait pas être son destin. En 1933, avec l'arrivée d'Hitler au pouvoir, il se trouve mis au ban de l'Académie, jeté sur les routes, sans retour. Commence pour lui et les siens une longue période d'errance, de la Suisse à Paris, d'Ostende à Bruxelles. De critique de la bourgeoisie et de l'ordre établi, il devient le guetteur inquiet de la menace qui rôde. Arrêté après la défaite de la Belgique, le 10 mai 1940, en tant que ressortissant du Reich, il est déporté au camp de Saint-Cyprien dans le sud de la France. Il parvient à s'évader et retourne à Bruxelles où, pour échapper aux rafles de la Gestapo, il se cache avec son épouse dans une mansarde. Hanté par son expérience de la captivité, il peint alors des toiles capitales, parmi les très rares à recréer en peinture la terreur nazie et la traque des Juifs d'Europe. Quelques autoportraits sont particulièrement remarquables, s'inscrivant dans la lignée des maîtres anciens flamands et allemands tout en révélant une vérité historique inédite.

Autoportrait dans le camp (1940) met en évidence les conditions de vie imposées aux prisonniers de Saint-Cyprien par les autorités françaises, l'enfermement (les baraques de bois sur le sable, les lignes de fer barbelé) et la maladie (la dysenterie qui humilie deux hommes à l'arrière-plan). Dans une atmo-

sphère qui n'est pas sans évoquer Jérôme Bosch ou Bruegel, Nussbaum crée ici l'effigie de l'interné, à la chemise tachée et déchirée, à la barbe naissante, au regard impénétrable et indompté. Non moins stupéfiant est l'autoportrait avec son épouse Felka Platek, intitulé *Soir* (1942). Les amants se tiennent par les bras, debout ; elle est nue, lui ne porte que son pantalon, ouvert. À l'arrière-plan, la fenêtre s'ouvre sur une rue désolée où passent deux figures sous un ciel sombre. Au sol, comme piétiné par l'artiste, un numéro du quotidien bruxellois *Le Soir* annonce la parution en mai 1942 d'un décret ordonnant le port de l'étoile jaune. Ce portrait d'amants, non de victimes apeurées, est à sa manière un acte de résistance, une toile de défi autant que d'amour. *Autoportrait au passeport juif* (vers 1943) donne quant à lui à voir l'effigie du Juif contraint au port de l'étoile jaune. La force du tableau vient en partie de l'incertitude de l'expression, entre peur et défi. L'artiste au visage émacié et mal rasé, coiffé d'un chapeau, vêtu d'un manteau au col relevé, montre sa carte d'identité frappée en rouge du tampon « Juif – Jood », plaçant le spectateur dans le rôle de l'agent de contrôle. Derrière le personnage, les hauts murs préfigurent la prison, et l'on aperçoit deux arbres au loin, l'un élagué, gibet potentiel, l'autre fleuri, signe dérisoire du printemps sous un ciel aux nuages menaçants.

Dans son dernier autoportrait, dit au chevalet (août 1943), Nussbaum se représente au travail, palette et pinceaux en main, dans une attitude qui semble, encore et toujours, de défiance ; au mur, est accroché un masque, souvenir du carnaval, d'Ensor, de Beckmann et de ses propres tableaux ; devant lui, quatre petites bouteilles, avec lesquelles il peint, aux étiquettes signifiant la mort, la nostalgie, la souffrance et l'humeur. Autant d'aspects que l'on retrouve dans *Le Triomphe de la mort*, son ultime toile (signée du 18 avril 1944), danse macabre de grande dimension, aux squelettes piétinant un champ de ruines, claironnant la fin des temps dans les trompettes du Jugement dernier. Vision prophétique de l'effondrement général du monde et de la fin imminente de l'artiste.

Le 20 juin 1944, sa femme et lui sont arrêtés par la Wehrmacht sur dénonciation, déportés à Auschwitz par le dernier convoi en partance de la Belgique le 31 juillet, et assassinés quelques jours plus tard. Nussbaum n'avait même pas 40 ans. « *Si je meurs, avait-il écrit, ne laissez pas mes peintures me suivre, mais montrez-les aux hommes.* »

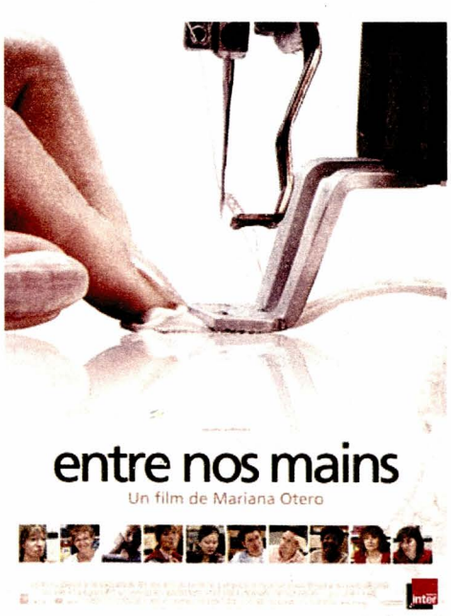
Xavier-Gilles

---

*. Felix Nussbaum (1904-1944), Musée d'art et d'histoire du judaïsme, Paris, du 22 septembre 2010 au 23 janvier 2011. Catalogue, 184 pages.

Entre nos mains

Un film de Mariana Otero



C'est possible ?

Cette question nous ramène des années en arrière. Lip, avec l'arrivée des montres à bas prix vendues en supermarché, était en liquidation. Les ouvrières et les ouvriers avaient décidé qu'il en serait autrement et « c'était possible » ! Quelques années plus tard, *Entre nos mains* de Mariana Otero nous met en contact avec cet enthousiasme premier, nous confronte aux interrogations essentielles à propos de notre travail, de notre métier, de notre engagement dans la création – ici la lingerie fine – et en tout cas avec les limites de ce que nous rêvons et de ce que nous osons vraiment. De vieux mots d'ordre reviennent ainsi à l'esprit : osons lutter, oui, osons vaincre, au moins dans l'intention.

Flashback

À la gare de La Rochelle arrive une joyeuse bande : des femmes débarquent dans le rire et la complicité. On sent le collectif bien rodé. Les gens se connaissent, s'apprécient, s'apostrophent. Treize femmes et un homme – cadre commercial – présentent ensuite le film avec Mariana Otero, certes réalisatrice, mais ici transformée en une des ouvrières de cette entreprise où la lingerie de charme occupe toutes les mains. C'est amusant de voir les cadres masculins faire allègrement valser les petites culottes pour voir comment cette lingerie de charme, le textile et la création de nouveaux modèles se marient le mieux possible. Faire connaissance avec toutes ces femmes et les rares hommes est l'enjeu du film. Leur expérience est communicative et le public de La Rochelle leur a fait une ovation.

Les chansons, écrites et chantées ensemble, cet aspect « comédie musicale » a été inventé selon le désir de tout le monde. C'est une tentative de revenir à une légèreté et à une joie communicative, pour ne pas donner l'impression d'être effondrées après cette tentative qu'on pourrait aussi appeler un échec, puisque l'usine a dû fermer, finalement. Tout cela ravit les spectateurs et des questions arrivent ; les réponses fusent. Parmi les ouvrières, il y a cinq Vietnamiennes qui ont fait le voyage, elles sont les plus timides pour parler. Une femme noire insiste sur ses choix faits en pleine indépendance. L'expérience a donné des ailes à tout le monde, même si le rêve d'une coopérative autogérée s'est brisé. Aucune des ouvrières de plus de 50 ans n'a retrouvé du travail. Toutes les jeunes ont fait des choix : créations de petites structures ou faire d'autres métiers. Seuls les cadres commerciaux ont pu se caser ailleurs, mais l'expérience de cette lutte est considérée par tout le monde comme précieuse et inoubliable.

Le lendemain

C'est avant leur départ qu'elles vont répondre à une question, la même pour toutes: « Que vous a apporté cette expérience ? » Les réponses fusent : une aventure humaine extraordinaire; une expérience unique; être ensemble, parler ensemble; créer ensemble et se référer constamment aux autres (« Je ne peux plus concevoir de ne pas parler avec Nadine et toutes les autres »); apprendre à nous exprimer; dire nos craintes ; prendre confiance en notre force; la caméra, on ne la voyait plus; Mariana [Otero, la réalisatrice], elle était avec nous, elle était des nôtres…

Un entretien dans l'urgence, sur le quai de la gare

Heike Hurst : Une rencontre difficile, mais finalement heureuse… [*Rires.*] Vous connaissiez les ouvrières de cette usine ?

Mariana Otero : Pour y être allée ? Non, en fait, j'ai cherché une coopérative. J'ai d'abord rencontré le réseau des scops, les différentes directions régionales qui existent en France en leur disant : «Voilà, je voudrais filmer la naissance d'une coopérative, dès que vous avez des salariés qui vous contactent pour créer une coopérative, vous m'appelez et j'arrive.» Et puis comme ça, je suis arrivée dans cette entreprise. J'en avais vu plusieurs avant, mais c'est celle-là qui m'a le plus intéressée.

H. H. : Passer de l'histoire d'un secret, d'un film très intime et de votre reportage sur les écoliers à une coopérative, c'était pour vous un mot magique dans un monde où les choses vont dans le sens opposé ?

M. O. : Oui, aller voir des gens qui essaient de faire autrement, de changer l'institué, de remettre en cause les règles, qui fonctionnent autrement. J'en avais un peu assez de faire des films sur des gens qui finalement sont coincés par un cadre. Certes, qui essaient de donner le meilleur d'eux-mêmes. Mais qui sont coincés. J'avais envie de voir des gens qui essaient de changer les choses. C'était ça, pour moi, une coopérative.

H. H. : Vous avez envie de faire sauter les cadres ?

M. O. : Oui, d'une certaine manière, ça me plaît bien de voir des gens qui s'engagent dans quelque chose de différent.

Heike Hurst

C'est pas du cinoche !

Bienvenue à Gattaca

« Affaire Tarnac » suite : les avocats des accusés n'ont pas pu faire annuler les poursuites. Les irrégularités constatées par les avocats (surveillances, écoutes, etc.) n'ont en effet pas été reconnues par la chambre d'instruction de la cours d'appel. On n'a pas tous la chance d'être Éric Woerth.

Prends l'oseille et tire-toi

Eh oui ! Ce ne sont pas les « *casseurs* » ni les « *grévistes preneurs d'otages* » ni même les « *irresponsables qui mettent la jeunesse dans la rue* » qui nous ferons oublier l'affaire Woerth. On n'oublie pas…

L'arme fatale

Le message est clair : les lycéens manifestent et bloquent leurs bahuts ? Un tir de flashball en pleine tête. Rappelons qu'en un an, c'est la deuxième fois qu'un manifestant prend une balle de flashball dans cette bonne ville de Montreuil. La fois d'avant, c'était pour l'expulsion d'un squatt.

Y a-t-il un pilote dans l'avion ?

Le PDG de la compagnie Ryan Air a proposé de supprimer les copilotes, histoire de faire des économies. On peut aussi proposer de débarquer le PDG… sans parachute doré…, voire sans parachute du tout !

Voyage au centre de la Terre

Trois mois sous terre pour les mineurs chiliens, accueillis comme des héros à leur sortie, après avoir été traités comme de la merde quand ils étaient des mineurs parmi tant d'autres. Aussitôt, les vautours du business du divertissement se sont jetés sur eux pour acheter leur histoire afin de l'exploiter au cinoche ou dans des bouquins. Le temps (sous terre) c'est de l'argent !

Bibo

À propos du harcèlement policier à Périgueux

DANS LE CLIMAT NATIONAL actuel de « guerre sociale » où pleuvent les coups de matraques et les gaz lacrymogènes, où les arrestations de manifestants se multiplient, Périgueux n'est pas épargnée par les pressions policières.

Pour commencer, restituons le contexte, le mouvement anarchiste local subissant régulièrement depuis quelques années maintenant le harcèlement de la police.

Après l'élection de Sarkozy, des anarchistes de Dordogne, dont les membres du collectif libertaire Marius Jacob et des militants syndiqués à la CNT, avaient organisé un rassemblement appelant à préparer la « résistance » devant le palais d'injustice de Périgueux. Ils avaient alors fait la « connaissance » du commissaire divisionnaire de Périgueux et directeur départemental de la sécurité publique de la Dordogne, André Friconnet. Depuis lors, cette personne et ses hommes multiplient les provocations et les intimidations à l'encontre du mouvement libertaire.

Au printemps dernier, au cours d'une manif à Périgueux, alors qu'à la suite de manifestants syndicaux une partie du cortège anarchiste se rend à la clinique Francheville, dont les grévistes occupent la rue, celui-ci est bloqué par un cordon de flics. Les anarchistes sont désignés comme tels et de ce fait interdit de poursuivre la manifestation par le même commissaire qui promet en prime à une camarade s'insurgeant de cet état de fait des poursuites pour « appel à la sédition »…

Depuis le début du mouvement massif s'opposant à la contre-réforme des retraites, nous constatons une escalade dans les provocations et autres menaces du commissaire et de ses hommes à chaque fin de manifestation ou lors d'actions spécifiques. Ainsi, les 23 septembre, 20 et 21 octobre, les anarchistes périgourdins ont du faire face aux manœuvres d'intimidation morales et physiques tout comme aux calomnies que la police tente de diffuser parmi les manifestants dans le but, bien illusoire, de nous exclure du mouvement social.

Loin de vouloir nous victimiser, nous l'affirmons, nous sommes coupables : coupables de nos idées, de nos buts en tant que révolutionnaires, qui sont l'abolition de l'exploitation et de la domination de l'État sur nos vies. C'est bien cela qui est en cause et c'est pour cela que le pouvoir (par l'entremise de Friconnet à Périgueux) veut nous faire taire en nous harcelant et nous réprimant, nous stigmatisant auprès des autres participants au mouvement, en répandant mensonges et calomnies (diviser pour mieux régner).

Quoi qu'il en soit, nous ne plierons pas devant les menaces, les provocations, les intimidations ou la répression.

Nous faisons parti du mouvement de lutte en cours. À cet égard, nous sommes solidaires de toutes les personnes ou groupes réprimés en son sein et ce, quel que soit leur mode d'action, de la simple manifestation à l'émeute, du blocage au sabotage en passant par la grève.

Nous n'avons d'autre attente que celle d'une même solidarité s'exprimant à notre endroit, au moment même où localement les intimidations et les provocations policières, précédant à n'en pas douter la répression, se multiplient et s'intensifient contre nous.

La répression se durcit ? Notre détermination aussi !

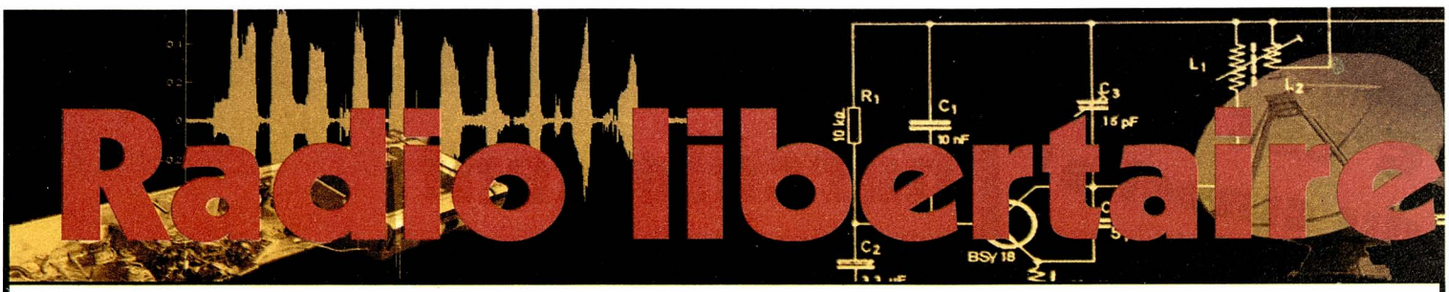
La solidarité est notre arme !

Des anarchistes de Dordogne

Périgueux, le 26 octobre 2010

Cet article est le résumé d'un texte qui ne peut, faute de place, être publié dans votre journal. Il est consultable en intégralité sur le site du collectif libertaire Marius Jacob (collectif.libertaire@no-log.org) : www.collectif-libertaire.net/

La Fédération anarchiste est également présente en Dordogne avec le groupe Drapeau noir Périgord (Sarlat) : groupe-dnp@federation-anarchiste.org ; www.dnp.lautre.net, et la liaison Emma Goldman (Périgueux) : fa.perigueux@no-log.org



Jeudi 4 novembre

Chronique hebdo (08 h 00) Commentaires anarchistes de l'actualité.

Si vis pacem (18 h 00) Émission antimilitariste de l'Union Pacifiste. Le contre sommet de Lisbonne (du 19 au 21 novembre) pour la dissolution de l'Otan.

Entre chiens et loups (20 h 30) Tendance morne plaine. Présentation du tome II de *Art et anarchie*.

Vendredi 5 novembre

L'écho des cabanes (11 h 00) Émission sur les familles de détenus.

Radio espéranto (17 h 30) Espérantisme. Émission de l'association SAT-Amikaro, pour la défense et la promotion de la langue Espéranto.

La grenouille noire (21 h 00) Émission écolo-libertaire.

Muzar (22 h 30) Autour de l'art contemporain.

Samedi 6 novembre

Réveil Hip Hop (08 h 00) Culture rap.

Chronique syndicale (11 h 30) Luttes et actualités sociales.

Bulles noires (17 h 00) Polar. Rencontres avec des écrivains, scénaristes, critiques… Une fois de temps en temps, La Cagoule et le calibre, un salon critique du genre policier.

Longtemps, je me suis couché de bonne heure (19 h 00) Magazine des livres, de la musique et du cinéma Invités : Karin Albou, écrivain, pour son roman *La grande fête* (éditions Jacqueline Chambon) ; Didier Varrod, rédacteur en chef du magazine *Serge, là où les chansons se rencontrent*.

Dimanche 7 novembre

Ni maître, ni dieu (10 h 00) Coordination des Libres penseurs.

Chants/Contrechamps (15 h 30) Cinéma d'auteurs, chanson à textes Débat autour des films : *Nostalgie de la lumière* de Patricio Guzman, *Buried* de Rodrigo Cortes, *Biutiful* de Alejandro Gonzales Inarritu, *Draquila, l'Italie qui tremble* de Sabina Guzzanti, *Fin de concession* de Pierre Carles.

Lundi 8 novembre

Les Enfants de Cayenne (09 h 00) Deux heures de pure politique 100 % révolutionnaire, avec des morceaux de vrais anarchistes dedans.

Lundi matin (11 h 00) Infos et revue de presse. L'actualité passée au crible de la pensée libertaire.

Les partageux de la Commune (13 h 00) Histoire de la Commune de 1871 et son environnement historique.

Terre et Liberté (16 h 00) Si près, si loin. Avec Sarko, faut-il bouter les Turcs hors de l'Europe, trop « forts », trop musulmans, trop pauvres… ? Pourtant, dans ce vaste pays, beaucoup d'initiatives intéressantes sont méconnues. Orhan nous parle des coopératives auxquelles il a participé…

Le monde merveilleux du travail (19 h 30) Anarcho-syndicalisme. Par le syndicat CNT Culture-Spectacle.

Mardi 9 novembre

Artracaille (11 h 00) Art en marge. La condition de l'artiste dans la cité. Thème : De la beauté intelligible.

L'idée anarchiste (14 h 30) Réflexion sur l'anarchisme Textes historiques ou actuels.

Idéaux et débats (18 h 00) Cette émission, en direct, sera l'occasion de retrouver deux auteurs que nous aimons beaucoup : France Huser, pour *La Triche* (Gallimard) ; et Olivia Rosenthal, pour *Que font les rennes après Noël ?* (Verticales).

For a Few Sixties More (00 h 30) Musique jamaïquaine des années soixante. Durruti Sound System meets Stackhanov Sound System.

Mercredi 10 novembre

L'Entonnoir (09 h 30) Antipsychiatrie.

Blues en liberté (10 h 30) Émission musicale blues Otis Spann, colonne vertébrale du Muddy Waters blues band et autres !

Sans toit ni loi (12 h 00) Émission sur les mal-logés et la précarité.

Femmes libres (18 h 30) Femmes qui luttent, femmes qui témoignent. Avec Geneviève Fraisse, pour son livre *Les Femmes et leur histoire* (Gallimard). Les femmes et leur histoire, car écrire l'histoire des femmes ne peut se limiter au seul usage des règles et méthodes de la discipline historique…

Ras les murs (20 h 30) Émission d'informations et d'analyses, avec lecture du courrier des prisonniers, sur la situation actuelle de la prison et de la justice.

Jeudi 11 novembre

Chronique hebdo (08 h 00) Commentaires anarchistes de l'actualité.

Si vis pacem (18 h 00) Émission antimilitariste de l'Union pacifiste. « Non aux jouets guerriers ! » par le Gérant du Rare et Patrick Éliès, auteur, compositeur, interprète.

Jeudi 4 novembre

Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionyversité, Université populaire de Saint-Denis. Rencontre-débat : Le sport : un appareil de domination. Présentation de Patrick Assort, auteur de *Football et politique, sociologie historique d'une domination* aux Éditions l'Harmattan. Bourse du Travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin, Métro ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Mardi 9 novembre

Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionyversité, Université populaire de Saint-Denis Rencontre-débat : Mises en scène anarchistes à la fin du XIXe siècle. Bourse du Travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin, Métro ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Rennes (35)

20 heures. La Fédération anarchiste de Rennes organise un grand débat sur le thème « Ce que disent et ce que font les anarchistes ». Des orateurs aborderont à la tribune l'actualité sociale du moment mise en perspective révolutionnaire en lien avec les problématiques environnementales. Le débat sera ensuite laissé à la salle pour échange en vue d'avancer vers la construction d'un projet social libertaire de rupture avec le capitalisme. Salle de la Cité, Maison du peuple.

Jeudi 11 novembre

Rennes (35)

10 heures. Rassemblement place Sainte-Anne contre toutes les guerres et contre toutes les armées. À l'appel, entre autres, du groupe anarchiste La Digne rage.

Samedi 13 novembre

Chartres (28)

15 heures. Le groupe libertaire de Chartres organisera une conférence sur Louise Michel, tenue par Véronique Fau Vincenti. Librairie l'Esperluète située au 10, rue Noël Ballay.

Dimanche 14 novembre

Paris XIe

17 heures. Le collectif Contre Culture organise un concert de soutien au Comité de solidarité avec les Indiens des Amériques (www.csia-nitassinan.org). Programme : une projection, des infos, et un concert avec : Crippled Old Farts (hardcore punk – Paname), Lobster Kill Me (punk hardcore – Paname), Take Warning ! (punk rock – Saint-Étienne), Good Good Things (hardcore punk – Annonay). Au CICP (21 ter, rue Voltaire, métro Nation). PAF 5 euros.

Mercredi 17 novembre

Nîmes (30)

20 heures. Normand Baillargeon interviendra sur le thème : Apprendre pour résister : la pensée critique libertaire nord américaine. Organisé par le groupe Gard-Vaucluse de la Fédération anarchiste et No Pasaran 30. Centre Pablo Néruda, salle auditorium. Entrée libre.

Vendredi 19 novembre

Rians (83)

20 h 30. Bruno Daraquy interprète Gaton Couté, au piano Philippe Mira. Organisé par Le chant de la Terre. Salle du cinéma. Réservation : luthier@wanadoo.fr

Troyes (10)

19 heures. Conférence de l'UP3 : Le féminisme libertaire. Avec Hélène Hernandez et Elisabeth Claude. Ligue de l'enseignement de l'Aube, 8, rue de la Mission. Entrée libre. Contact : up.troyes@orange.fr

Vendredi 10 décembre

Troyes (10)

19 heures. Conférence de l'UP3 : Les affiches des combattant-e-s de la liberté : la propagande par l'affiche dans la guerre d'Espagne (1936-39). Avec Ramón Pino et Wally Rosell. Ligue de l'enseignement de l'Aube, 8, rue de la Mission. Entrée libre. Contact : up.troyes@orange.fr

agenda

Le groupe libertaire d'Ivry
Le groupe Salvador-Segui
et son Athénée libertaire itinérant

vous invitent à une discussion publique

Qu'est-ce que le communisme libertaire ?

Un projet de société à débattre

Projection de "Sous le signe libertaire", documentaire sur les réalisations communistes libertaires espagnoles entre 1936 et 1937

+ discussion publique

20h

Forum Léo Ferré

11, rue Barbès
Ivry
M° Pierre Curie

jeudi
18 novembre

Fédération anarchiste